PROTECTORAT DE LA FRANCE AU MAROC
EMPIRE CHÉRIFIEN

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	60 fr.	90 fr.
	6 mois..	35 "	50 "
	3 mois..	25 "	30 "
France et Colonies	Un an..	75 "	120 "
	6 mois..	45 "	70 "
	3 mois..	30 "	40 "
Étranger	Un an..	120 "	180 "
	6 mois..	70 "	100 "
	3 mois..	40 "	60 "

Changement d'adresse : 2 francs

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou *édition partielle* : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 fr. 50
Édition complète.....	2 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LEGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Dahir du 8 avril 1941 (10 rebia I 1360) relatif à certains établissements concernant la jeunesse	610
Dahir du 29 avril 1941 (2 rebia II 1360) modifiant le dahir du 19 août 1938 (22 jourmada II 1357) sur l'organisation financière de l'Office marocain des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation..	611
Dahir du 29 avril 1941 (2 rebia II 1360) rendant exécutoire en zone française de l'Empire chérifien la loi du 11 mars 1941 qui a complété la loi du 13 août 1940 portant interdiction des sociétés secrètes	611
Loi du 11 mars 1941 complétant la loi du 13 août 1940 portant interdiction des sociétés secrètes.....	611
Dahir du 10 mai 1941 (13 rebia II 1360) modifiant le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien..	611
Décret du 25 mars 1941 portant modification au règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien....	612
Dahir du 12 mai 1941 (15 rebia II 1360) modifiant le dahir du 1 ^{er} février 1928 (9 chaabane 1346) sur les sociétés indigènes de prévoyance	612
Arrêté viziriel du 12 mai 1941 (15 rebia II 1360) complétant l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'instruction publique	613
Arrêté viziriel du 13 mai 1941 (16 rebia II 1360) modifiant temporairement l'arrêté viziriel du 4 avril 1935 (29 hija 1353) portant organisation du personnel français des eaux et forêts	613
Arrêté viziriel du 14 mai 1941 (17 rebia II 1360) relatif aux indemnités de monture et de voiture des agents de la direction des communications, de la production industrielle et du travail	613
Arrêté viziriel du 15 mai 1941 (18 rebia II 1360) modifiant l'arrêté viziriel du 20 septembre 1931 (7 jourmada I 1350) réglementant les indemnités pour frais de déplacement et de mission des fonctionnaires en service dans la zone française de l'Empire chérifien.....	613

Pages

Arrêté viziriel du 15 mai 1941 (18 rebia II 1360) relatif à la rétribution du personnel des chefs cantonniers de la direction des communications, de la production industrielle et du travail	613
Arrêté viziriel du 16 mai 1941 (19 rebia II 1360) modifiant l'arrêté viziriel du 11 mai 1925 (17 chaoual 1343) relatif aux indemnités de monture	614
Arrêté viziriel du 20 mai 1941 (23 rebia II 1360) fixant les traitements du personnel de l'Agence chérifienne d'importation et d'exportation et du service central du ravitaillement	614

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

Dahir du 26 avril 1941 (28 rebia I 1360) acceptant la démission de M. Gavini, notaire à Oujda	614
Dahir du 29 avril 1941 (1 ^{er} rebia II 1360) approuvant un avenant à la convention de fourniture d'eau conclue entre l'Etat et la ville de Port-Lyautey	614
Dahir du 7 mai 1941 (10 rebia II 1360) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées au plan et règlement d'aménagement de la ville de Port-Lyautey	614
Arrêté viziriel du 20 mars 1941 (22 safar 1360) autorisant la communauté israélite de Port-Lyautey à percevoir une taxe de 0,25 par kilo sur les pains « azymes » ou la farine « cachir »	614
Arrêté viziriel du 4 avril 1941 (6 rebia I 1360) modifiant l'arrêté viziriel du 15 mars 1934 (28 kaada 1352) réglementant les conditions d'attribution des bourses aux enfants de fonctionnaires, colons ou personnes résidant dans des régions éloignées de tout établissement scolaire	614
Arrêté viziriel du 26 avril 1941 (28 rebia I 1360) déclarant d'utilité publique et urgente la création d'un poste forestier au lieu dit « Tagounit » (Meknès) et frappant d'expropriation une parcelle de terrain nécessaire à cette création	615
Arrêté viziriel du 26 avril 1941 (28 rebia I 1360) déclarant d'utilité publique et d'extrême urgence l'extension du camp de Taourirt (Fès) et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire à cette extension.....	615
Arrêté viziriel du 6 mai 1941 (9 rebia II 1360) relatif à l'admission temporaire de l'aluminium en feuilles, bandes ou rouleaux destiné à la fabrication des bouchons couronne	615

Arrêté viziriel du 30 mai 1941 (3 jomada I 1360) fixant les conditions et modalités d'assimilation des blés et produits fabriqués de la récolte 1940 aux blés et produits fabriqués de la récolte 1941	616
Arrêté résidentiel relatif à la fabrication et à la vente du pain ..	616
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant les bases des transactions qui peuvent être effectuées sur les blés tendres de la récolte 1941	617
Arrêté du directeur des finances fixant, pour les blés tendres de la récolte 1941, le montant de l'acompte à verser aux producteurs	618
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant le prix d'achat des blés tendres de la récolte 1941, dans les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées	618
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant le barème des bonifications et réfections applicables aux prix du blé dur de la récolte 1941	620
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement relatif aux conditions de fabrication, de vente et d'emploi des farines de blés tendres et durs ..	621
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant les quantités de blés que les minoteries soumises au régime du dahir du 21 janvier 1937 sont autorisées à mettre en œuvre pendant la période du 1 ^{er} juin au 30 novembre 1941	622
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement relatif aux modalités d'exportation des blés et produits de la récolte 1941	622
Avis. — Commerce des blés de semences	623

Arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail portant agrément d'un organisme de ramassage des huiles minérales de graissage ou isolantes usagées	624
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement relatif au contrôle des graines à l'exportation	624
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement relatif à l'utilisation des coupons de la carte de consommation pendant le mois de juin 1941	625
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant les prix de base des abricots de la récolte 1941	625
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant, pour l'année 1941, les modalités d'attribution aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées de la prime instituée par l'arrêté viziriel du 15 juin 1935	625
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement modifiant l'arrêté du 25 octobre 1938 relatif au contrôle technique à l'exportation des conserves alimentaires de légumes et de fruits	626
Arrêté du directeur de l'instruction publique relatif à un concours pour le recrutement de maîtres-ouvriers agricoles auxiliaires	626
Avis d'interdiction de la circulation	626
Avis de constitution de groupements économiques.....	626
Prix de vente des animaux de basse-cour	627
Extrait du « Journal officiel » de l'Etat français du 18 mai 1941, page 2029. — Arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture réglementant l'importation des animaux de l'espèce ovine à destination de la boucherie en provenance de l'Algérie, de la Tunisie et de la zone française de l'Empire chérifien	627
Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1488 du 2 mai 1941, page 527	628
Liste des candidats admis au concours du 21 avril 1941 pour l'emploi de commis stagiaire du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat.....	628

Liste, par ordre de mérite, des candidats reçus au concours de conducteur des travaux publics, en 1941.....	628
Examen professionnel des 12 et 13 mai 1941, pour le recrutement des secrétaires-greffiers des juridictions françaises du Maroc	628
Examen de sténographie du 19 mai 1941.....	628

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

Reclassement de certains hauts fonctionnaires	628
Mouvements de personnel	628
Réintégration dans leur administration d'origine de fonctionnaires en service détaché	629
Happel de services militaires	629
Radiation des cadres	629
Concession de pensions civiles	630
Caisse marocaine des rentes viagères	630
Concession d'allocation spéciale	630
Concession d'allocations exceptionnelles de réversion.....	630
Concession d'allocations exceptionnelles.....	631
Honorariat	631

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de concours	632
Avis de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs dans diverses localités	632

PARTIE OFFICIELLE

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

DAHIR DU 8 AVRIL 1941 (10 rebia I 1360)
relatif à certains établissements concernant la jeunesse.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice de l'application des dahirs et arrêtés concernant l'exercice de certaines professions, sont subordonnés à une autorisation du directeur de la santé publique et de la jeunesse, après avis des directeurs des affaires politiques et de l'instruction publique, la création, l'extension et le transfert de tous établissements non visés par le dahir du 14 octobre 1919 (18 moharrem 1338) sur l'enseignement privé et qui ont pour objet principal ou accessoire l'éducation générale, physique ou sportive de la jeunesse ou son éducation morale (tels que salles de leçon de culture physique, garderies d'enfants, jeux de plein air, pensions de famille ou foyers pour enfants, adolescents ou étudiants, colonies de vacances).

ART. 2. — Les propriétaires, directeurs, administrateurs, gérants, quelle que soit leur dénomination, des établissements actuellement existants ont un délai de trois mois à partir de la publication du présent dahir au *Bulletin officiel* pour demander l'autorisation prévue ci-dessus.

ART. 3. — Les établissements visés à l'article 1^{er} seront soumis au contrôle des inspecteurs du service de la jeunesse et des sports qui dresseront procès-verbal des infractions constatées par eux.

ART. 4. — Des arrêtés de Notre Grand Vizir fixeront les modalités d'application du présent dahir et notamment compléteront, s'il y a lieu, la liste de-dits établissements et préciseront l'objet et les conditions d'exercice du contrôle prévu à l'article 3.

ART. 5. — Toute infraction aux dispositions du présent dahir ou des arrêtés pris pour son application est passible d'une amende de cent à cinq mille francs (100 à 5.000 fr.) qui peut être portée au double en cas de récidive. Le jugement ordonnera en outre la fermeture de l'établissement.

ART. 6. — En cas de poursuites, le directeur de la santé publique et de la jeunesse pourra prononcer, par arrêté pris après avis des directeurs des affaires politiques et de l'instruction publique, la fermeture de l'établissement jusqu'à ce que soit intervenue une décision de justice définitive.

Fait à Rabat, le 10 rebia I 1360 (8 avril 1941).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 avril 1941.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
MEYRIER.*

DAHIR DU 29 AVRIL 1941 (2 rebia II 1360)
modifiant le dahir du 19 août 1938 (22 jourmada II 1357) sur l'organisation financière de l'Office marocain des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 19 août 1938 (22 jourmada II 1357) sur l'organisation financière de l'Office marocain des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 mars 1941 modifiant l'arrêté résidentiel du 20 août 1938 déterminant la composition, l'organisation, le fonctionnement de l'Office marocain des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Sont abrogées les dispositions du dahir susvisé du 19 août 1938 (22 jourmada II 1357) prévoyant la consultation des assemblées de l'Office marocain des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation, suspendues par l'arrêté résidentiel susvisé du 25 mars 1941.

Fait à Rabat, le 2 rebia II 1360 (29 avril 1941).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 avril 1941.

*Le Commissaire résident général,
NOGUES.*

DAHIR DU 29 AVRIL 1941 (2 rebia II 1360)
rendant exécutoire en zone française de l'Empire chérifien la loi du 11 mars 1941 qui a complété la loi du 13 août 1940 portant interdiction des sociétés secrètes.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 30 août 1940 (26 rejab 1359) rendant exécutoire en zone française de l'Empire chérifien la loi du 13 août 1940 portant interdiction des sociétés secrètes ;

Vu la loi du 11 mars 1941 complétant la loi susvisée du 13 août 1941,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est rendue exécutoire en zone française de Notre Empire la loi susvisée du 11 mars 1941 dont le texte est annexé au présent dahir.

Fait à Rabat, le 2 rebia II 1360 (29 avril 1941).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 avril 1941.

*Le Commissaire résident général,
NOGUES.*

Loi du 11 mars 1941 complétant la loi du 13 août 1940
portant interdiction des sociétés secrètes.

Nous, Maréchal de France, chef de l'État français,
Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de la loi du 13 août 1940 portant interdiction des sociétés secrètes est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, les archives, papiers, bibliothèques et autres objets ayant un caractère historique, documentaire ou rituel, seront remis à la Bibliothèque nationale, qui pourra en rétrocéder tout ou partie aux bibliothèques départementales ou municipales.

« Les biens mobiliers de faible valeur pourront, par ordonnance du président du tribunal, et à la requête du ministère public, être remis en nature, sans vente préalable, à l'administration de l'assistance publique à Paris et, dans les autres localités, aux bureaux de bienfaisance des villes ou communes qui en feront la demande, sans toutefois que cette attribution puisse préjudicier, le cas échéant, aux droits des créanciers. »

ART. 2. — Il est inséré, entre les articles 3 et 4, l'article suivant, qui prendra le n° 3 bis :

« Sont nuls tous actes entre vifs et testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée, ou toute autre voie indirecte, ayant pour objet de permettre aux associations interdites de se soustraire à l'application des articles précédents.

« La nullité sera prononcée soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé. »

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et e écuté comme loi de l'État.

Fait à Vichy, le 11 mars 1941.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'État français :

*Le vice-président du conseil,
ministre secrétaire d'État aux affaires étrangères
et à l'intérieur,
A¹ DARLAN.*

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'État à la justice,
J. BARTHÉLEMY.*

*Le ministre secrétaire d'État
à l'économie nationale et aux finances,
Y. BOUTHILLIER.*

DAHIR DU 13 MAI 1941 (13 rebia II 1360)
modifiant le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1338)
portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 8, 9 et 18 du dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1338) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 8. — Les dépenses à l'acquittement desquelles il est pourvu au moyen de ressources exceptionnelles ou spéciales sont inscrites à la troisième partie du budget. Ces dépenses ne peuvent être engagées qu'après réalisation des ressources correspondantes.

« Les crédits affectés à ces dépenses ne sont mentionnés au dahir d'établissement du budget qu'à titre d'évaluation. Leur montant en est définitivement fixé par décision du directeur des finances sur le vu des récépissés du trésorier général constatant les ressources réalisées. »

« Article 9. — Les recettes sur ressources exceptionnelles ou spéciales, qui font l'objet de la troisième partie du budget, comprennent :

« a) Les prélèvements sur le fonds de réserve opérés dans les conditions déterminées par l'article 70 pour faire face à l'insuffisance des recettes annuelles et pour couvrir des dépenses exceptionnelles ou effectuer des dépenses d'intérêt général ;

« b) Les ressources exceptionnelles ou spéciales autres que les fonds d'emprunt et les fonds de concours visés à l'article 9 bis ci-après, affectées soit par la loi ou les cahiers des charges, soit par l'intention des parties versantes, à une destination déterminée.

« Aux recettes nouvelles sur ressources exceptionnelles ou spéciales de l'exercice en cours s'ajoutent les reliquats des recettes de même nature de l'exercice précédent qui n'ont pu recevoir l'emploi auquel elles sont affectées. »

« Article 9 bis. — Les fonds de concours versés par des collectivités publiques ou privées ou des particuliers pour des dépenses d'intérêt public sont pris en recette directement aux lignes budgétaires créées spécialement pour cet objet aux chapitres et sections intéressés de la première, de la deuxième ou de la troisième partie du budget.

« Toutefois, les fonds de concours destinés à la première partie du budget et qui ne doivent pas être utilisés en totalité au cours du premier exercice sont pris en recette à une section spéciale de la troisième partie.

« Les crédits affectés à ces dépenses sont ouverts par décision du directeur des finances, sur le vu des récépissés constatant les ressources réalisées. »

« Article 18. — Aucune dépense ne peut être engagée ni être acquittée que si un crédit suffisant a été régulièrement ouvert à cet effet au budget de l'Etat. Les crédits ouverts pour les dépenses d'un exercice ne peuvent être employés à l'acquittement des dépenses d'un autre exercice.

« Les comptes spéciaux hors budget sont ouverts par arrêté du Commissaire résident général, après autorisation du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances. »

Fait à Rabat, le 13 rebia II 1360 (10 mai 1941).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 mai 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.

Décret du 25 mars 1941 portant modification au règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport de l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

DECRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 8, 9 et 18 du décret du 16 avril 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 8. — Les dépenses à l'acquittement desquelles il est pourvu au moyen de ressources exceptionnelles ou spéciales sont inscrites à la troisième partie du budget. Ces dépenses ne peuvent être engagées qu'après réalisation des ressources correspondantes.

« Les crédits affectés à ces dépenses ne sont mentionnés au dahir d'établissement du budget qu'à titre d'évaluation. Leur montant en est définitivement fixé par décision du directeur des finances sur le vu des récépissés du trésorier général constatant les ressources réalisées. »

« Article 9. — Les recettes sur ressources exceptionnelles ou spéciales, qui font l'objet de la troisième partie du budget, comprennent :

« a) Les prélèvements sur le fonds de réserve opérés dans les conditions déterminées par l'article 70 pour faire face à l'insuffisance des recettes annuelles et pour couvrir des dépenses exceptionnelles ou effectuer des dépenses d'intérêt général ;

« b) Les ressources exceptionnelles ou spéciales autres que les fonds d'emprunt et les fonds de concours visés à l'article 9 bis ci-après, affectées soit par la loi ou les cahiers des charges, soit par l'intention des parties versantes, à une destination déterminée.

« Aux recettes nouvelles sur ressources exceptionnelles ou spéciales de l'exercice en cours s'ajoutent les reliquats des recettes de même nature de l'exercice précédent qui n'ont pu recevoir l'emploi auquel elles sont affectées. »

« Article 9 bis. — Les fonds de concours versés par des collectivités publiques ou privées ou des particuliers pour des dépenses d'intérêt public sont pris en recette directement aux lignes budgétaires créées spécialement pour cet objet aux chapitres intéressés de la première, de la deuxième ou de la troisième partie du budget.

« Toutefois, les fonds de concours destinés à la première partie du budget et qui ne doivent pas être utilisés en totalité au cours du premier exercice sont pris en recette à une section spéciale de la troisième partie.

« Les crédits affectés à ces dépenses sont ouverts par décision du directeur des finances, sur le vu des récépissés constatant les ressources réalisées. »

« Article 18. — Aucune dépense ne peut être engagée ni être acquittée que si un crédit suffisant a été régulièrement ouvert à cet effet au budget de l'Etat. Les crédits ouverts pour les dépenses d'un exercice ne peuvent être employés à l'acquittement des dépenses d'un autre exercice.

« Les comptes spéciaux hors budget sont ouverts par arrêté du Commissaire résident général, après autorisation du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances. »

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Vichy, le 25 mars 1941.

Ph. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat
aux affaires étrangères,
A¹ DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

DAHIR DU 12 MAI 1941 (15 rebia II 1360) modifiant le dahir du 1^{er} février 1928 (9 chaabane 1346) sur les sociétés indigènes de pré-anco.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier, paragraphe 5, du dahir du 1^{er} février 1928 (9 chaabane 1346) sur les sociétés indigènes de pré-anco est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. —

« 5° De créer des coopératives d'achat et de vente, de conservation et de transformation des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés.

« Elles peuvent en outre participer à la création et souscrire au capital de coopératives groupant des producteurs européens et indigènes. »

Fait à Rabat, le 15 rebia II 1360 (12 mai 1941).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 mai 1941.

P. le Commissaire résident général,
Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
MEYRIER.

ARRETE VIZIRIEL DU 12 MAI 1941 (16 rebia II 1360)
complétant l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'Instruction publique.

LE GRAND VIZIR,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 19 de l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'Instruction publique est complété par un deuxième alinéa ainsi conçu :

« Article 19. —

« Les taux des indemnités prévues à l'alinéa ci-dessus sont portés à 63 francs et à 36 francs par mois pour les écoles de Tanger et de la zone espagnole de l'Empire chérifien. »

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} janvier 1941.

Fait à Rabat, le 15 rebia II 1360 (12 mai 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 mai 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 13 MAI 1941 (16 rebia II 1360)
modifiant temporairement l'arrêté viziriel du 4 avril 1935 (29 hija 1353) portant organisation du personnel français des eaux et forêts.

LE GRAND VIZIR,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A titre transitoire, la limite d'âge fixée pour le recrutement des gardes stagiaires par l'article 4, alinéa E, de l'arrêté viziriel susvisé du 4 avril 1935 (29 hija 1353) portant organisation du personnel des eaux et forêts, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 13 juillet 1938 (15 jourmada I 1357), ne sera pas opposable aux gardes auxiliaires qui étaient en fonctions avant le 1^{er} septembre 1939.

Fait à Rabat, le 16 rebia II 1360 (13 mai 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 mai 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 14 MAI 1941 (17 rebia II 1360)
relatif aux indemnités de monture et de voiture des agents de la direction des communications, de la production industrielle et du travail.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 25 août 1934 (14 jourmada I 1353) relatif aux indemnités de monture, voiture et harnachement et, notamment, son article 6 ;

Vu l'arrêté viziriel du 25 septembre 1936 (9 rejeb 1355) autorisant les agents de la direction générale des travaux publics chargés de la surveillance et de l'entretien des routes, à utiliser, pour les besoins du service, une bicyclette à moteur, et leur allouant une indemnité forfaitaire à cet effet, et, notamment, son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 25 septembre 1936 (9 rejeb 1355) est abrogé à compter du 1^{er} janvier 1941.

Fait à Rabat, le 17 rebia II 1360 (14 mai 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 mai 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 16 MAI 1941 (18 rebia II 1360)
modifiant l'arrêté viziriel du 20 septembre 1931 (7 jourmada I 1350) réglementant les indemnités pour frais de déplacement et de mission des fonctionnaires en service dans la zone française de l'Empire chérifien.

LE GRAND VIZIR,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 7 de l'arrêté viziriel du 20 septembre 1931 (7 jourmada I 1350) réglementant les indemnités pour frais de déplacement et de mission dans la zone française de l'Empire chérifien sont abrogées et remplacées par le texte suivant :

« Article 7. —

« Il leur est alloué, en outre, une indemnité de rapatriement représentative des frais d'emballage et de transport de leur mobilier égale au quart du traitement fixe annuel du fonctionnaire au moment du décès, à laquelle s'ajoute, le cas échéant, une majoration de 10 % de l'indemnité globale par enfant dont la charge incombait au fonctionnaire décédé. »

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté produiront effet à compter du 1^{er} janvier 1941.

Fait à Rabat, le 18 rebia II 1360 (15 mai 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 mai 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 18 MAI 1941 (18 rebia II 1360)
relatif à la rétribution du personnel des chefs cantonniers de la direction des communications, de la production industrielle et du travail.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 21 février 1939 (1^{er} moharrem 1358) relatif à la rétribution des chefs cantonniers de la direction générale des travaux publics ;

Vu l'arrêté viziriel du 24 mars 1941 (25 safar 1360) relatif à la rétribution du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La réduction de 4,80 % prévue par les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté viziriel susvisé du 21 février 1939 (1^{er} moharrem 1358) cessera d'être appliquée à compter du 1^{er} avril 1941.

Fait à Rabat, le 18 rebia II 1360 (15 mai 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 mai 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 16 MAI 1941 (19 rebia II 1360)
modifiant l'arrêté viziriel du 11 mai 1925 (17 chaoual 1343)
relatif aux indemnités de monture.

LE GRAND VIZIR,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté viziriel du 11 mai 1925 (17 chaoual 1343) relatif aux indemnités de monture sont modifiées ainsi qu'il suit en ce qui concerne le service des forêts, de la conservation foncière et du cadastre :

« Article 3. —

« Service des forêts, de la conservation foncière
et du cadastre.

« Fonctionnaires français : officiers, brigadiers-chefs, brigadiers, « sous-brigadiers, gardes forestiers et gardes forestiers auxiliaires. « Ces derniers percevront l'indemnité de première mise de monture « prévue pour le personnel des cadres secondaires et subalternes « et l'indemnité de première mise de harnachement. L'une et « l'autre de ces indemnités ne leur seront définitivement acquises « qu'au bout de quatre années ; elles ne seront pas renouvelées « aux gardes auxiliaires nommés gardes stagiaires. »

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté auront effet à compter du 1^{er} janvier 1941.

Fait à Rabat, le 19 rebia II 1360 (16 mai 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 mai 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 20 MAI 1941 (23 rebia II 1360)
fixant les traitements du personnel de l'Agence chérifienne d'importation et d'exportation et du service central du ravitaillement.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 28 septembre 1940 (25 chaabane 1359) réorganisant les services de l'administration chérifienne et, notamment, son article 4 relatif à la direction de la production agricole, du commerce et du ravitaillement ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 mai 1941 (18 rebia II 1360) formant statut du personnel de la direction de la production agricole, du commerce et du ravitaillement,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les traitements du personnel de l'Agence chérifienne d'importation et d'exportation et du service central du ravitaillement sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 1941 :

Inspecteurs

1 ^{re} classe	42.000 francs
2 ^e classe	39.000 —
3 ^e classe	36.000 —
4 ^e classe	33.000 —

Inspecteurs adjoints

1 ^{re} classe	30.000 francs
2 ^e classe	27.000 —
3 ^e classe	24.000 —
4 ^e classe	22.000 —
5 ^e classe	20.000 —
6 ^e classe	15.500 —
7 ^e classe	13.000 —

Contrôleurs principaux

1 ^{re} classe	30.000 francs
2 ^e classe	26.000 —
3 ^e classe	23.000 —
4 ^e classe	20.000 —

Contrôleurs

1 ^{re} classe	17.000 francs
2 ^e classe	15.000 —
3 ^e classe	12.500 —
4 ^e classe	11.000 —

Fait à Meknès, le 23 rebia II 1360 (20 mai 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 mai 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

Démission d'un notaire.

Par dahir du 26 avril 1941 a été acceptée, à compter du 30 juin 1941, la démission de son emploi, présentée par M. Gavini Simon-Louis, notaire à Oujda.

Fourniture d'eau à la ville de Port-Lyautey.

Par dahir du 29 avril 1941 a été approuvé, tel qu'il est annexé à l'original dudit dahir, l'avenant n° 1 à la convention du 23 mai 1932, conclue entre le pacha de Port-Lyautey, agissant au nom et pour le compte de cette ville, et le directeur des communications, de la production industrielle et du travail, représentant l'État, ayant pour objet de fixer les conditions de fourniture par l'État à la ville de Port-Lyautey de l'eau provenant des captages de l'oued Fourarat.

Modifications au plan et règlement d'aménagement de la ville de Port-Lyautey.

Par dahir du 7 mai 1941 ont été approuvées et déclarées d'utilité publique les modifications apportées au plan et règlement d'aménagement de la ville de Port-Lyautey, telles qu'elles sont indiquées sur les plan et règlement annexés à l'original dudit dahir.

Taxes perçues par la communauté israélite de Port-Lyautey.

Par arrêté viziriel du 20 mars 1941 la communauté israélite de Port-Lyautey a été autorisée à percevoir une taxe de 0 fr. 25 par kilo de pain « azyne » ou de farine « cachir » fabriqué ou importé à Port-Lyautey et destiné à la consommation de la population israélite de cette ville.

ARRETE VIZIRIEL DU 4 AVRIL 1941 (6 rebia I 1360)
modifiant l'arrêté viziriel du 15 mars 1934 (28 kaada 1352) réglementant les conditions d'attribution des bourses aux enfants de fonctionnaires, colons ou personnes résidant dans des régions éloignées de tout établissement scolaire.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 15 mars 1934 (28 kaada 1352) réglementant les conditions d'attribution des bourses aux enfants de fonctionnaires, colons ou personnes résidant dans des régions éloignées de tout établissement scolaire, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur de l'instruction publique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 5 et 7 de l'arrêté viziriel sus-visé du 15 mars 1934 (28 kaada 1352), modifié par l'arrêté viziriel du 13 avril 1938 (12 safar 1357), sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 5. — La commission supérieure se réunit chaque année « à Rabat, entre le 15 juin et le 15 juillet.

« Elle est composée :

« Du directeur de l'instruction publique, ou de son délégué, président ;

« Du chef de service de l'enseignement primaire ;

« D'un délégué du secrétaire général du Protectorat ;

« D'un délégué du directeur des finances ;

« D'un délégué du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement ;

« D'un délégué du directeur des affaires politiques ;

« Des directeurs ou chefs de service présentant des candidats, ou de leurs délégués ;

« D'un représentant des chambres d'agriculture désigné par les dites chambres ;

« D'un représentant de la Légion française des combattants ;

« De l'inspectrice des internats primaires ;

« Un fonctionnaire de la direction de l'instruction publique remplissant les fonctions de secrétaire. »

« Article 7. — Les dossiers de demande de bourses devront être adressés au chef de la région ou du territoire, président des commissions locales, avant le 1^{er} avril de chaque année.

« La commission locale est composée ainsi qu'il suit :

« Président :

« Le chef de la région ou du territoire, ou son délégué ;

Membres :

« Le président de la chambre d'agriculture ou son délégué ;

« Un représentant du directeur des finances ;

« Un représentant du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement ;

« Un représentant du directeur des communications, de la production industrielle et du travail ;

« Un représentant du directeur de l'instruction publique ;

« Un représentant de l'union locale des familles françaises nommées breuses ;

« Un représentant local de la Légion française des combattants ;

« Un représentant de chacun des services ayant présenté des demandes de bourses en faveur des fils de fonctionnaires de ces services, désigné par le chef d'administration. »

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1941.

ART. 3. — Les arrêtés viziriels des 22 juin 1937 (12 rebia II 1356) et 13 avril 1938 (12 safar 1357) sont abrogés.

Fait à Rabat, le 6 rebia I 1360 (4 avril 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 avril 1941.

Le Commissaire résident général.

NOGUES.

Création d'un poste forestier à Tagounit (Meknès).

Par arrêté viziriel du 26 avril 1941 a été déclarée d'utilité publique et urgente la création d'un poste forestier à Tagounit (Meknès). En conséquence, est frappée d'expropriation une parcelle de terrain d'une superficie de trois hectares 85 ares (3 ha. 85 a.), appartenant à Ben Aomar nécessaire à la création de ce poste.

Expropriation pour cause d'utilité publique.

Par arrêté viziriel du 26 avril 1941 a été déclarée d'utilité publique et d'extrême urgence l'extension du camp de Taourirt (Fès). A été, en conséquence, frappée d'expropriation la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après.

DESIGNATION du terrain	NOM du propriétaire présumé	SURFACE expropriée	OBSERVATIONS
Ancien camp de Taourirt.	M. Dubois, colon à Taourirt.	45 ha. 32 a.	Titre foncier n° 5231 O. (partie).

ARRÊTE VIZIRIEL DU 6 MAI 1941 (9 rebia II 1360) relatif à l'admission temporaire de l'aluminium en feuilles, bandes ou rouleaux destiné à la fabrication des bouchons couronne.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 12 juin 1922 (16 chaoual 1340) sur l'admission temporaire, modifié par le dahir du 14 mars 1934 (27 kaada 1352) ; Vu l'arrêté viziriel du 13 juin 1922 (17 chaoual 1340) portant réglementation de l'admission temporaire ;

Après avis des chambres de commerce et d'agriculture, du directeur des finances et du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'aluminium en feuilles, bandes ou rouleaux peut être importé sous le régime de l'admission temporaire en vue de la fabrication des bouchons couronne destinés à être réexportés.

ART. 2. — Sont seuls admis à bénéficier de ce régime les industriels qui disposent de l'outillage nécessaire à la fabrication des articles visés ci-dessus.

ART. 3. — Les importations d'aluminium ne peuvent avoir lieu que par quantités de dix quintaux au moins et les exportations de produits fabriqués par quantités minima de deux cents kilos. Les délais de réexportation sont fixés à six mois à compter de la date de la vérification.

ART. 4. — En dehors de l'obligation d'établir les déclarations d'entrée conformément aux dispositions légales ou réglementaires, les redevables sont tenus de préciser dans ces déclarations le poids net et les dimensions des feuilles ou rouleaux, la nature des produits à fabriquer et le lieu où doit être effectuée l'ouvrison.

L'aluminium importé doit être directement conduit à l'établissement pour le compte duquel il a été introduit. Il en est justifié par un certificat délivré par les autorités locales. Si l'établissement se trouve dans la localité où est situé le bureau d'importation, la conduite à destination a lieu sous escorte du service des douanes.

ART. 5. — Les déclarations déposées à la sortie doivent rappeler le numéro et la date des déclarations d'entrée. Elles doivent mentionner le poids net de métal utilisé à imputer sur les comptes d'admission temporaire. Les bouchons couronne doivent être fabriqués en métal de même qualité et de même épaisseur que celles de la matière première importée.

ART. 6. — La décharge des comptes d'admission temporaire a lieu poids pour poids, sans allocation de déchet.

Toutefois, lorsque le poids total des objets fabriqués, exportés dans les délais à la décharge d'une déclaration d'entrée, accuse un déficit qui ne dépasse pas 25 % du poids pris en charge à l'importation, ce déficit est simplement soumis aux droits. A moins que l'impôt n'ait été préalablement consigné, les droits afférents à ce déficit sont majorés de l'intérêt de retard calculé à raison de 5 % l'an, pour la période comprise entre la date de vérification et la date d'apurement.

ART. 7. — Les contestations relatives à l'évaluation de la qualité ou de la quantité de métal entrant dans la composition des bouchons couronne exportés sont soumises au laboratoire officiel dont l'expertise est sans appel.

Fait à Rabat, le 9 rebia II 1360 (6 mai 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 mai 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 30 MAI 1941 (3 jourada I 1360)
fixant les conditions et modalités d'assimilation des blés et produits fabriqués de la récolte 1940 aux blés et produits de la récolte 1941.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 24 avril 1937 (12 safar 1356) portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, et, notamment, son article 31 ;

Sur la proposition du comité de gestion de l'Office chérifien interprofessionnel du blé,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'assimilation des blés et produits fabriqués provenant de la récolte 1940, aux blés et produits fabriqués de la récolte 1941, sera effectuée dans les conditions suivantes, pour chaque catégorie de produits.

I. — Stocks des minoteries industrielles.

a) *Blé tendre.* — Dans les quantités de blé tendre de la récolte 1940 constituant les stocks de la minoterie industrielle à la date du 1^{er} juin 1941, une distinction sera opérée entre les blés tendres acquis au prix de cession fixé par l'arrêté du directeur général des services économiques du 25 mai 1940 et les blés semouliers acquis dans des conditions spéciales.

1^o Sur les blés tendres acquis dans les conditions ordinaires, les minotiers acquitteront une redevance d'assimilation de 33 fr. 50 par quintal. Ce taux correspond à la différence entre le prix de cession du mois de mai 1941 majoré d'une prime de magasinage, d'entretien et de gestion de 1 fr. 75 par quintal et le prix de cession sur juin des blés tendres de la récolte 1941 de même qualité ;

2^o Au titre des blés acquis dans des conditions spéciales, les minotiers bénéficieront d'une prime d'assimilation de 40 fr. 25 par quintal. Cette prime correspond à la différence entre le prix de revient de ces blés, sur juin, soit 223 fr. 25 et le prix applicable durant le même mois aux cessions normales.

b) *Farines.* — Sur les quantités de farines de blé tendre type « boulangerie » et de farines « type 90/10 » détenues à la date du 1^{er} juin 1941, les minotiers acquitteront des redevances d'assimilation fixées respectivement à 43 fr. 80 et 41 fr. 95 par quintal.

c) *Sons.* — Sur les quantités de sons de blés détenues à la date du 1^{er} juin 1941, les minotiers acquitteront une redevance d'assimilation de 25 francs par quintal, différence entre le prix du mois de mai et le prix applicable à compter du 1^{er} juin 1941.

II. — Stocks détenus par les commerçants agréés et les organismes coopératifs.

Les quantités de blé tendre de la récolte 1940, recensées dans les magasins des commerçants agréés et des organismes coopératifs à la date du 1^{er} juin 1941, qui ne compteraient pas dans des stocks licenciés au profit d'une minoterie, donneront lieu, de la part des détenteurs, au paiement d'une redevance d'assimilation dont le taux est fixé à 37 fr. 50 par quintal.

III. — Stocks des boulangers.

Les stocks de farines du type « boulangerie » détenus par les boulangers à la date du 1^{er} juin 1941, donneront lieu au versement, de la part des intéressés, d'une redevance d'assimilation fixée à 39 francs par quintal. Ce taux représente la différence entre le prix d'achat à la minoterie pratiqué durant le mois de mai et celui applicable à compter du 1^{er} juin 1941.

IV. — Stocks des détaillants et grossistes.

Les commerçants détaillants et grossistes devront acquitter, au titre des quantités de produits détenus au 1^{er} juin 1941, si ces stocks dépassent 5 quintaux, les redevances ci-après :

Farine « boulangerie » : 39 francs par quintal.

Farine « type 90/10 » : 42 francs par quintal.

Sons de blés : 25 francs par quintal.

Le taux de chacune de ces redevances est fixé en fonction du prix d'achat à la minoterie applicable sur mai et celui prévu à compter du 1^{er} juin 1941.

ART. 2. — Sont exclus des opérations d'assimilation :

1^o Les farines de force et les farines spéciales ;

2^o Les blés durs, les farines et semoules de blé dur ;

3^o Les semoules de mélange.

ART. 3. — Les stocks de blés, farines et sons assimilés aux blés et produits de la récolte 1941 suivront le même régime que ceux-ci.

ART. 4. — Le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Meknès, le 3 jourada I 1360 (30 mai 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mai 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE RESIDENTIEL
relatif à la fabrication et à la vente du pain.

LE COMMISSAIRE RESIDENT GENERAL DE FRANCE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation du pays pour le temps de guerre et, notamment, son article 21 bis ajouté par le dahir du 1^{er} mai 1939,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La fabrication du pain de luxe, du pain de fantaisie, des petits pains, des croissants et des brioches est interdite.

ART. 2. — Le pain de consommation courante ne peut être vendu que sous les trois formes suivantes :

1^o Pain de 1 kilo, forme « boulot », longueur 45 à 50 centimètres entaillé de quatre coups de lame.

Ce pain est vendu au poids ;

2^o Flûte de 700 grammes minimum, longueur 60 à 75 centimètres ;

3^o Flûte de 350 grammes minimum, longueur 50 à 60 centimètres.

Les flûtes de 700 grammes et de 350 grammes sont vendues à la pièce. Toutefois, en l'absence de pain boulot, les boulangers seront tenus de vendre les flûtes au poids et au prix de ce dernier.

Les prix s'entendent pour la vente en boulangerie ou dans les dépôts. Le portage à domicile fera l'objet d'une réglementation locale.

ART. 3. — La vente du pain dans les boulangeries et dans les dépôts ne pourra commencer que vingt-quatre heures après la cuisson.

ART. 4. — En dehors du pain de consommation courante, qui ne pourra être fabriqué qu'avec la farine du type « boulangerie » et sous les trois formes définies à l'article 2, les boulangers pourront être autorisés par les autorités locales, après avis du directeur de l'Office du blé, à fabriquer des pains dits « de régime », sous le contrôle professionnel du groupement économique duquel ils relèvent.

ART. 5. — La fabrication du pain complet, du pain de seigle, du pain de sarrasin et autres produits analogues, pourra être autorisée par le directeur de l'Office du blé.

ART. 6. — A l'occasion de certaines fêtes, les autorités locales pourront accorder des dérogations, temporaires et limitées, aux interdictions visées à l'article premier du présent arrêté.

ART. 7. — Les arrêtés résidentiels des 30 décembre 1940 et 25 février 1941 sont abrogés.

Rabat, le 30 mai 1941.

NOGUES.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant les bases des transactions qui peuvent être effectuées sur les blés tendres de la récolte 1941.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé ;

Vu les avis émis par le comité de gestion de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, dans sa séance du 26 mai 1941,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Achat aux producteurs

ARTICLE PREMIER. — Le prix d'achat des blés tendres aux producteurs européens ou indigènes est fixé à 175 francs le quintal, dans les centres d'utilisation suivants : Oujda, Taza, Fès, Meknès, Port-Lyautey, Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador, Marrakech. Pour le centre d'utilisation de Martimprey-du-Kiss, à l'entrée duquel il n'est pas perçu de droits de porte, le prix est fixé à 173 fr. 50 (déduction faite de 1 fr. 50).

Les commerçants agréés et les organismes coopératifs opèrent sur ce prix, pour le compte de l'Office, la retenue de la taxe à la production de 3 fr. 50 au quintal et de la provision pour transport de 2 fr. 50 au quintal due par le producteur.

Le prix d'achat s'entend pour une marchandise nue et agréée dans les magasins du commerçant ou de l'organisme coopératif, situés dans les centres d'utilisation ci-dessus désignés.

Ce prix sera majoré des bonifications ou diminué des réactions prévues à l'article 7 ci-après et sera augmenté, s'il y a lieu, de la prime de valeur boulangère et des primes mensuelles de magasinage, d'entretien et de gestion.

ART. 2. — Pour la fixation du prix sur les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées, que ces lieux d'achat soient classés ou non comme centres de stockage, il sera tenu compte de la rémunération du porteur de carte de légitimation, des frais de circulation et éventuellement des droits de porte à l'entrée du centre d'utilisation.

TITRE DEUXIEME

Cessions aux utilisateurs

ART. 3. — Le prix de cession du blé tendre à la minoterie est fixé à 183 francs le quintal. Ce prix comprend le prix d'achat au producteur, la marge de rétrocession de 5 francs par quintal allouée aux organismes coopératifs et aux commerçants agréés et une taxe d'assimilation de 3 francs par quintal. Cette taxe est versée à l'Office, au moment de la cession, par les commerçants agréés et les organismes coopératifs livreurs.

Lorsque la cession est opérée sur une place où le prix de revient du blé est inférieur au prix d'achat fixé à l'article premier pour les centres d'utilisation à l'entrée desquels il est perçu un droit de porte, la différence doit être versée à l'Office, à titre de majoration de la provision de transport, dans les conditions fixées par cet organisme.

Le prix de cession auquel s'appliquent les primes, bonifications et réactions prévues aux articles 6, 7 et 8 ci-après, s'entend pour une marchandise nue, prise et agréée dans les magasins du vendeur.

ART. 4. — Les ventes effectuées sur le marché intérieur, en application de licences délivrées par l'Office, sont effectuées au prix de cession à la minoterie.

ART. 5. — Les utilisateurs pourront bénéficier, dans les conditions qui seront déterminées par l'Office, de cessions de blé tendre comportant exonération totale ou partielle du versement de la taxe d'assimilation et de la majoration de provision de transport prévue à l'article 3 ci-dessus. Cette exonération peut être décidée au bénéfice du vendeur.

TITRE TROISIEME

Primes. — Bonifications. — Réactions.

ART. 6. — Le prix d'achat et le prix de cession du blé tendre sont majorés, le premier de chaque mois, à dater du 1^{er} juillet 1941 et jusqu'au 31 mai 1942, d'une prime de magasinage, d'entretien et de gestion de 2 francs par quintal.

ART. 7. — Ces prix s'appliquent à des blés tendres, de bonne qualité, d'un poids à l'hectolitre de 76 kilos et contenant 3 % d'impuretés (matières inertes, graines étrangères, orge).

Suivant le poids à l'hectolitre des grains et suivant la nature et le taux d'impuretés et de brisures qu'ils contiennent, il sera fait application de bonifications ou de réactions décomptées par fractions de point au barème ci-après.

Le règlement des bonifications ou des réactions est opéré au moment de l'achat comportant versement d'un premier acompte au producteur ou paiement intégral du prix.

a) Bonifications :

1° Pour un poids à l'hectolitre supérieur à 76 kilos, bonification de 1 fr. 50 par point jusqu'à 80 kilos ;

Au-dessus de 80 kilos, le taux de la bonification est débattu librement ;

2° Pour un taux d'impuretés compris entre 0 et 3 %, bonification de 1 fr. 50 par point au-dessous de 3.

b) Réactions :

1° Pour un poids à l'hectolitre inférieur à 76 kilos, réaction de 1 fr. 50 par kilo jusqu'à 71 ;

Au-dessous de 71 kilos, réaction supplémentaire de 2 francs par kilo jusqu'à 68 ;

Au-dessous de 68 kilos, les blés tendres qui, en raison de leur teneur en impuretés, ne seraient pas marchands, pourront être acquis par les organismes coopératifs et les commerçants agréés en vue d'être rendus marchands.

Dans ce cas ils subiront les réactions supplémentaires suivantes :

Au-dessous de 68 kilos, réaction de 3 fr. 50 par kilo jusqu'à 66 ;

Au-dessous de 66 kilos, réaction de 5 fr. 50 par kilo jusqu'à 64 ;

2° Selon la nature des impuretés :

a) Pour un taux de matières inertes et de graines étrangères (sauf le blé dur et les graines nuisibles) supérieur à 3 %, réaction de 1 fr. 50 par point jusqu'à 5 % ;

Au-dessus de 5 %, réaction supplémentaire de 1 fr. 75 par point jusqu'à 8 % ;

Au-dessus de 8 %, réaction supplémentaire de 2 francs par point jusqu'à 12 % ;

Au delà de 12 %, la réaction sera débattue entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

b) Au-dessus de 3 % de grains cassés, réaction de 0 fr. 75 par point jusqu'à 5 % ;

Au-dessus de 5 %, réaction supplémentaire de 1 fr. 25 par point jusqu'à 8 % ;

Au delà de 8 % de grains cassés, la réaction sera débattue entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

c) En ce qui concerne la présence des graines nuisibles, telles que : ail, méliot, fenugrec, les réactions seront débattues entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

d) Au-dessus d'une tolérance de 0,125 %, les blés contenant des grains cariés (carie en grains) feront l'objet d'une réaction débattue entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

e) Au-dessus de 1 % de grains boutés, réaction de 1 fr. 50 par point jusqu'à 3 %. Au delà de 3 %, la réaction sera débattue entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

f) Au-dessus de 1 % de grains piqués, réaction de 1 fr. 25 par point jusqu'à 3 % ;

Au delà de 3 %, la réaction sera débattue entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

g) Au-dessus de 1 % de grains punaisés, la réfaction sera débattue entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

h) Au-dessus de 5 % de blé dur, réfaction de 0 fr. 50 par point jusqu'à 8 % ;

Au delà de 8 %, la réfaction sera débattue entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

i) La présence de grains chauffés donnera lieu à une réfaction de 1 fr. 75 par kilo jusqu'à 2 kilos. Au-dessus de 2 kilos, la réfaction sera débattue entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

j) Au-dessus de 1 % de grains germés, réfaction de 1 franc par point jusqu'à 3 % ;

Au delà de 3 %, la réfaction sera débattue entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise.

ART. 8. — Les blés dont la valeur boulangère, déterminée par le centre de recherches agronomiques, sera supérieure à W 150 bénéficieront d'une prime de 0 fr. 10 par point au-dessus de 150 jusqu'à W 175.

Au delà de W 175 le taux de la prime sera débattu entre le vendeur et l'acheteur.

L'Office du blé pourra toutefois décider, dans le cas de certaines cessions effectuées sous son contrôle, par les commerçants agréés ou les organismes coopératifs, que le règlement des primes de valeur boulangère sera opéré sur les bases du barème ci-dessous :

Blés de W 150 à 175, prime de 0 fr. 10 par quintal et par point au-dessus de 150 ;

Blés de W 176 à 200, prime totale de 3,44 par quintal ;

201 à 225

5,32

226 à 250

7,20

251 à 275

9,08

276 à 300

10,96

301 à 325

12,84

326 à 350

14,72

351 à 375

16,60

376 à 400

18,48

401 à 425

20,36

426 à 450

22,24

Au-dessus de 450

24,12

Pour les ventes effectuées par les producteurs, le taux de la prime de valeur boulangère, pour W supérieur à 175, est toujours débattu en dehors de l'intervention de l'Office.

TITRE QUATRIÈME

Blés non marchands

ART. 9. — Sont considérés comme non marchands :

1° Les blés tendres dont le poids à l'hectolitre est compris entre 68 kilos et 64 kilos, et contenant plus de 5 % d'impuretés (matières inertes et graines étrangères) ou dont la teneur en grains cassés ou avariés ou graines nuisibles est supérieure aux proportions visées à l'article 7 du présent arrêté.

Ces blés pourront être acquis dans les formes ordinaires par les commerçants agréés et les organismes coopératifs en vue d'être conditionnés.

Ils ne pourront être livrés à la minoterie ou à l'exportation qu'après avoir été traités et rendus marchands ;

2° Les blés tendres dont le poids à l'hectolitre est inférieur à 64 kilos.

ART. 10. — Les blés non marchands, ceux provenant du nettoyage et du conditionnement d'autres blés, les petits blés d'un poids à l'hectolitre inférieur à 64 kilos et les déchets peuvent être cédés à un prix libre dans les conditions fixées par l'Office.

ART. 11. — Le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 27 mai 1941.

P. le directeur de la production agricole,
du commerce et du ravitaillement,
Le directeur adjoint,

JEAN.

Arrêté du directeur des finances fixant, pour les blés tendres de la récolte 1941, le montant de l'acompte à verser aux producteurs.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,

Vu l'article 14 du dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé ;

Vu l'avis émis par le comité de gestion de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, dans sa séance du 26 mai 1941,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de l'acompte à verser par les commerçants agréés et les organismes coopératifs, sur le prix d'achat des blés tendres de la récolte 1941, est fixé à 175 francs par quintal.

Sur cet acompte, les organismes coopératifs et les commerçants agréés verseront à l'Office chérifien interprofessionnel du blé une somme de 6 francs par quintal représentant la taxe à la production et la provision de transport.

ART. 2. — L'acompte de 175 francs sera diminué, pour les cessions aux centres de stockage et lieux d'achat, de la différence entre le prix appliqué aux centres d'utilisation et ceux pratiqués sur les centres de stockage et autres lieux d'achat, tels qu'ils résultent de l'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 27 mai 1941 fixant le prix d'achat des blés tendres de la récolte 1941 dans les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées.

Rabat, le 27 mai 1941.

P. le directeur des finances,
COURSON.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant le prix d'achat des blés tendres de la récolte 1941, dans les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé ;

Vu l'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 27 mai 1941 fixant les bases des transactions qui peuvent être effectuées sur les blés tendres de la récolte 1941 et, notamment, l'article 2,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix d'achat du blé tendre, sur les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées, s'entend après déduction des retenues énumérées ci-après :

1° 1 franc, au titre de la rémunération des porteurs de cartes de légitimation ;

2° 1 fr. 50, le cas échéant, au titre des droits de porte à payer à l'entrée du centre d'utilisation ;

3° Frais d'approche du lieu d'achat au centre d'utilisation ;

4° Taxe à la production de 3 fr. 50 au quintal ;

5° Provision de 2 fr. 50 par quintal pour transport.

ART. 2. — Compte tenu des dispositions visées ci-dessus, le prix d'achat du blé tendre au producteur, payable au comptant, est fixé ainsi qu'il suit :

1° Sur les lieux d'achats situés à l'intérieur des centres d'utilisation :

A 168 francs le quintal, sur les lieux d'achats situés à l'intérieur du périmètre des villes municipales suivantes : Oujda, Taza, Fès, Meknès, Port-Lyautey, Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador et Marrakech (centres d'utilisation) ;

A 166 fr. 50 le quintal, sur les lieux d'achats situés dans le centre de Martimprey-du-Kiss (centre d'utilisation) ;

2° Sur les lieux d'achats situés à l'extérieur des centres d'utilisation :

Région d'Oujda

a) Centre d'utilisation à Oujda

Au Khémis de Naïma, à : 163 fr. 10 ;

A El-Aïoun, à : 161 fr. 90.

b) Centre d'utilisation à Martimprey-du-Kiss

A Berkane (centre de stockage), à : 162 fr. 30.

Région de Fès

a) Centre d'utilisation à Fès

A Sefrou (centre de stockage) (droits de porte réglés par le producteur), à : 163 francs ;

Au Tleta du Mikkes, à : 161 francs ;
 Au Tnine des Beni Sadden, à : 160 fr. 50 ;
 Au Sebt des Ouled Jemâa, à : 161 francs ;
 A l'Arba des Ouled Jemâa, à : 159 fr. 50 ;
 A l'Arba de Tissa, à : 158 francs ;
 Au Tleta de Karia, à : 156 francs ;
 Au Sebt des Oudaïas, à : 154 fr. 50 ;
 A El-Menzel, à : 156 francs ;
 Au Had d'Aïn Aïcha, à : 156 francs ;
 Au Had de Ras-el-Oued, à : 151 fr. 50 ;
 Au Had de l'Almis-du-Guigou, à : 153 francs ;
 Au Khémis des Beni Ouriaguel (Tafrannt), à : 151 francs ;
 Au Djemâa des Slès (Ourtzarh), à : 151 francs ;
 Au Khémis des Aït Hamma du Guigou, à : 148 fr. 50 ;
 Au Had de Rhafsaï, à : 147 fr. 50 ;
 Au Tleta de Skoura, à : 146 fr. 50 ;
 A l'Arba d'Engil, à : 146 fr. 50 ;
 Au Khémis d'El-Mers, à : 141 fr. 50 ;
 A Missouri, à : 136 fr. 50.

b) Centre d'utilisation à Taza

Au Sebt d'Aïn-Boukellal, à : 161 fr. 50 ;
 A l'Arba de Beni-Lent, à : 160 fr. 50 ;
 Au Tnine de M'Soun, à : 160 fr. 50 ;
 Au Tleta des Beni Fekkous, à : 159 fr. 50 ;
 Au Djemâa de l'Oued Amelil, à : 159 fr. 50 ;
 Au Had de Msila (Fezazra), à : 159 fr. 50 ;
 A Matmata, à : 156 fr. 50 ;
 Au Djemâa du Haut-Leben, à : 156 fr. 50 ;
 A Guercif, à : 156 fr. 50 ;
 Au Djemâa de Bou Mehiris, à : 156 fr. 50.

Région de Meknès

a) Centre d'utilisation à Meknès

Au Jemâa d'El-Gour, à : 161 fr. 55 ;
 Au Sebt de Moulay-Idriss, à : 160 fr. 90 ;
 Au Sebt de Iohjoh, à : 161 fr. 40 ;
 Au Tnine d'El-Hajeb, à 160 fr. 90 ;
 Au Had d'Aïn-Djemâa, à : 160 fr. 90 ;
 Au Tnine des Arab du Saïs, à : 161 fr. 15 ;
 Au Tleta de l'Oued Rhoumane, à : 160 fr. 40 ;
 Au Khemis d'Aïn-Taoudjate, à : 160 fr. 20 ;
 A l'Arba de Beni-Amar, à : 157 fr. 30 ;
 A Azrou (centre de stockage), à : 155 francs ;
 Au Had des Aït Mouli, à : 149 fr. 50 ;
 Au Djemâa de M'Rirt, à : 146 fr. 10 ;
 A Khénifra, à : 141 fr. 50.

b) Centre d'utilisation à Casablanca

Au Had de Tazetot, à : 136 fr. 50 ;
 A l'Arba de Moulay-Bouazza, à : 139 fr. 50 ;
 Au souk de Zaouïa-ech-Cheikh, à : 144 fr. 50.

Région de Rabat

a) Centre d'utilisation à Rabat

A Salé (centre de stockage) (droits de porte réglés par le producteur), à : 166 francs ;
 Au Tnine d'Aïn-el-Aouda à : 162 francs ;
 Au Tleta de Sidi-Yahia-des-Zaër, à : 162 francs ;
 A l'Arba des Sehoul, à : 161 fr. 50 ;
 Au Had de Skirrat, à : 161 fr. 50 ;
 Au Djemâa de Bouznika, à : 160 francs ;
 A Tiflet, à : 159 fr. 30 ;
 Au Khemis de Sidi-Bettache, à : 158 fr. 50 ;
 Au Had de La-Jacqueline, à : 158 francs ;
 Au Tleta de Moulay-Idriss-Arhal, à : 155 fr. 50 ;
 Au Had de Maaziz, à : 154 fr. 50 ;
 A Camp-Marchand (centre de stockage), à : 154 francs ;
 Au Tnine de Tedders, à : 154 francs ;
 Au Sebt de Bir-el-Kelb, à : 152 fr. 50 ;

Au Tnine d'Aïn-Sbit, à : 153 fr. 50 ;
 Au Jemâa des Nejda, à : 152 fr. 50 ;
 Au Khemis de Christian, à : 152 fr. 50 ;
 Au Tleta d'Oulmès, à : 148 fr. 50 ;
 Au Had des Roualem, à : 150 francs.

b) Centre d'utilisation de Port-Lyautey

A Sidi-Yahia-du-Rharb, à : 162 fr. 50 ;
 A Sidi-Slimane (centre de stockage), à : 161 francs ;
 Au Had des Ouled Djelloul, à : 161 francs ;
 Au Khemis de Dar-Gueddari, à : 160 fr. 20 ;
 Au Tleta de Sidi-Brahim, à : 160 francs ;
 A Souk-el-Arba-du-Rharb (centre de stockage), à : 159 fr. 50 ;
 A Petitjean (centre de stockage), à : 160 francs ;
 A Mechra-bel-Ksiri (centre de stockage), à : 159 fr. 50 ;
 Au Jemâa el Haouafat, à : 158 francs ;
 Au Tleta de M'Sâada, à : 158 francs ;
 Au Jemâa de Khénichet, à : 157 fr. 50 ;
 Au Had de Had-Kourt, à : 156 fr. 50 ;
 Au Tnine du Zegotta, à : 156 francs ;
 A l'Arba d'Aïn-Defali, à : 155 francs ;
 Au Tnine du Djorf-el-Mellah, à : 153 fr. 50 ;
 A Ouezane (centre de stockage) (droits de porte réglés par le producteur), à : 156 francs ;
 Au Tleta d'Arbaoua, à : 156 francs.
 Au Tleta des Beni Mesguilda, à : 146 francs.

c) Centre d'utilisation à Meknès

A Khemissèt (centre de stockage), à : 157 fr. 50 ;
 Au Jemâa de Sfassif, à : 161 francs ;
 Au Tnine d'El-Kansera, à : 150 fr. 20.

Région de Casablanca

a) Centre d'utilisation à Casablanca

A Aïn-Chok (centre d'achat permanent) à : 164 fr. 70 ;
 Au souk El Had de Fedala (droits de porte réglés par le producteur), à : 163 fr. 50 ;
 Au souk El Khémis de Médiouna, à : 162 fr. 50 ;
 Au souk El Had de Soualem-Tirs, à : 161 fr. 70 ;
 Au souk El Had de Soualem-Trifia, à : 162 francs ;
 A Nouasser (centre d'achat permanent), à : 160 francs ;
 Au souk El Jemâa des Fedalette, à : 162 francs ;
 A Berrechid (centre de stockage), à : 161 francs ;
 Au souk El Arba de Sidi-el-Aïdi, à : 160 francs ;
 A Settat (centre de stockage), à : 160 fr. 15 ;
 A Benahmed (centre de stockage), à : 158 fr. 50 ;
 A Toulala (centre d'achat permanent), à : 160 francs ;
 A Boulhaut (centre d'achat permanent), à : 159 fr. 50 ;
 A Boucheron (centre d'achat permanent), à : 159 fr. 50 ;
 Au souk El Jemâa des Ouled Khoufir, à : 159 fr. 90 ;
 Au souk El Tnine des Rhenimvine, à : 160 francs ;
 Au souk El Tleta de Moual'in-el-Rhaba, à : 159 francs ;
 A Foucault (centre d'achat permanent), à : 158 francs ;
 Au souk El Tleta de Venet-Ville, à : 157 francs ;
 A Sidi-Hadjaj-du-Mzab (centre de stockage), à : 158 francs ;
 Au souk El Tleta des Oulad Sidi ben Daoud, à : 157 fr. 90 ;
 Au souk El Arba de Sidi-Moktar (Oulad Saïd), à : 157 fr. 40 ;
 Au souk El Khémis de Si-Mohamed-ben-Rahal, à : 157 francs ;
 Au souk El Jemâa de Ras-el-Aïn, à : 157 fr. 50 ;
 Au souk El Jemâa de Guicer, à : 157 fr. 20 ;
 Au souk El Khémis des G'Dana, à : 156 francs ;
 Au souk El Tleta des Aouellli, à : 154 fr. 50 ;
 Au souk El Tnine des Beni Khellouq, à : 155 francs ;
 Gare de Khemissèt des Oulad Bouziri, à : 157 francs ;
 Au souk El Had de Mechra-Benabbou, à : 157 francs ;
 Au souk El Khémis de Dar-Chaffaï, à : 154 fr. 50 ;
 A El-Borouj (centre d'achat permanent), à : 154 fr. 50 ;
 A Oued-Zem (centre de stockage), à : 156 fr. 50 ;
 A Boujad (centre d'achat permanent), à : 152 fr. 50 ;
 A Khouribga (centre de stockage), à : 158 francs ;
 A Kasba-Tadla (centre de stockage), à : 149 fr. 50 ;
 A Fqih-ben-Salah (centre d'achat permanent), à : 149 fr. 50 ;
 Au souk El Tleta des Beni Oukil, à : 146 fr. 50 ;
 A Beni-Mellal (centre de stockage), à : 147 fr. 50 ;
 Au souk Es Sebt des Ouled Nema, à : 146 fr. 50 ;
 A Dar-ould-Zidouh (centre d'achat permanent), à : 145 fr. 50 ;

b) Centre d'utilisation à Mazagan

- A Mazagan-banlieue (centre d'achat permanent), à : 166 fr. 50 ;
 Au souk Es Sebt des Oulad Douïb, à : 164 francs ;
 Au souk El Trine des Chtouka, à 163 fr. 40.
 Au souk El Tleta des Ouled Hamdane, à : 162 fr. 70 ;
 Au souk El Had des Ouled Fredj, à : 161 fr. 50 ;
 A Sidi-Bennour (centre de stockage), à : 160 fr. 50 ;
 Au Khemis des Zemamra (centre d'achat permanent), à :
 160 fr. 30 ;
 Au souk El Sebt des Saïss, à : 160 francs ;
 Au souk El Arba des Aounate, à : 158 fr. 50 ;
 Au souk El Arba des Ouled Amrane, à : 156 fr. 50 ;
 Au souk El Trine des Rharbia, à : 155 fr. 50.

Région de Marrakech

a) Centre d'utilisation à Marrakech

- Au Tleta des Aït-Ouir, à 160 fr. 50
 Au Djemâa de Sidi-Rahal-de-Zemrane, à : 158 fr. 70 ;
 A Benguerir, à : 157 fr. 20 ;
 Au Khemis de Sidi-Bouzid (Chichaoua), à : 155 fr. 50 ;
 A la Kelâa des Srarhna, à : 155 fr. 50 ;
 A l'Arba des Skours (Rehamna), à : 155 fr. 50 ;
 Au Khemis d'Attaouïa-Chaïbia, à : 156 fr. 50 ;
 Au Trine de Bouchane, à : 156 fr. 50 ;
 Au Sebt des Brikiennes, à : 154 fr. 50 ;
 Au Had de Ras-el-Aïn-des-Rehamna, à 160 francs ;
 A l'Arba de Sidi-Mokhtar, à 153 fr. 50.

b) Centre d'utilisation à Safi

- Au Had des Herrara, à : 162 fr. 50 ;
 Au Tleta des Sidi-Embarek : 162 fr. 30 ;
 Au Sebt des Gzoula, à : 162 fr. 30 ;
 Au Khemis N'Ga, à : 159 fr. 50 ;
 Au Jemâa Sahim, à : 161 fr. 10 ;
 A Chemaïa, à : 158 fr. 70 ;
 A Talmest, à : 157 fr. 70 ;
 Au Had des Brathi, à : 158 fr. 80.

c) Centre d'utilisation à Mogador

- Au Jemâa des Korimat, à : 156 francs ;
 Au Had du Drâ, à : 162 francs ;
 A l'Arba des Ida-ou-Gourt, à : 159 fr. 50 ;
 Au Tleta des Hanchen, à : 160 fr. 50 ;
 Au Khemis des Meskala, à : 156 fr. 50 ;
 A Talmest, à : 157 fr. 70 ;
 A Tamanar, à : 155 francs.

ART. 3. — Les blés acquis sur les lieux d'achats situés à l'extérieur des centres d'utilisation énumérés à l'article 2 doivent être obligatoirement acheminés aux frais des organismes coopératifs ou des commerçants agréés, sur les centres d'utilisation auxquels ils sont rattachés, soit directement, soit après concentration dans un des centres de stockage suivants : Berkane, Sefrou, Ouezzane, Azrou, Aïn-Taoujdate, Sidi-Embareck-du-R'Dom, Sidi-Slimane, Petitjean, Souk-el-Arba-du-Rharb, Mechra-bel-Ksiri, Salé, Khemissât, Marchand, Berrechid, Settât, Benahmed, Sidi-Hadjai-du-Mzab, Oued-Zem, Khouribga, Kasba-Tadla, Beni-Mellal, Sidi-Bennour.

Les blés qui seront centralisés à Souk-el-Arba-du-Rharb et à Berkane seront toutefois bloqués jusqu'à concurrence des besoins de la minoterie locale. Les mouvements en direction du centre d'utilisation devront en conséquence, pour ces deux places, être autorisés par l'Office. Cet organisme peut également décider le blocage des blés soit sur d'autres centres de stockage soit sur d'autres lieux.

La décision sera alors notifiée aux commerçants agréés ou organismes intéressés.

ART. 4. — Les prix fixés à l'article 2 sont des prix nets à verser intégralement au vendeur, pour les achats au comptant de blé tendre loyal et marchand pesant 76 kilos à l'hectolitre et contenant 3 % d'impuretés.

Il sera en outre tenu compte des bonifications et réfections, et, à partir du 1^{er} juillet 1941, de la prime mensuelle de magasinage, d'entretien et de gestion, telles que prévues aux articles 6 et 7 de l'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 27 mai 1941 fixant les bases des transactions qui peuvent être effectuées sur les blés tendres de la récolte 1941.

ART. 5. — Le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé est chargé de l'application du présent arrêté.

Rabat, le 28 mai 1941.

P. le directeur de la production agricole,
 du commerce et du ravitaillement,
 Le directeur adjoint,
 JEAN.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant le barème des bonifications et réfections applicables aux prix du blé dur de la récolte 1941.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, et, notamment, les articles 8 bis et 9 ;
 Vu l'avis émis par le comité de gestion de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, dans sa séance du 26 mai 1941, concernant le marché du blé dur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la prime mensuelle de magasinage, d'entretien et de gestion, applicable aux prix du blé dur est fixé à 2 francs par quintal.

ART. 2. — Les prix du blé dur s'entendent pour un blé de bonne qualité, pesant 78 kilos à l'hectolitre et contenant 3 % d'impuretés.

ART. 3. — Suivant le poids à l'hectolitre des grains et suivant la nature et la quantité des impuretés et des brisures qu'ils contiennent, des bonifications ou des réfections, décomptées par fraction de point, seront calculées d'après le barème ci-dessous :

a) Pour un poids à l'hectolitre supérieur à 78 kilos, bonification de 1 fr. 50 par kilo jusqu'à 82 kilos ;
 Entre 78 et 76 kilos, réfaction de 1 fr. 50 par kilo ;
 Entre 76 et 72 kilos, réfaction supplémentaire de 2 francs par kilo ;
 Entre 72 et 68 kilos, réfaction supplémentaire de 2 fr. 50 par kilo ;

Au-dessous de 68 kilos, la réfaction sera à débattre entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

b) Pour un taux d'impuretés (matières inertes et graines étrangères sauf orge et blé tendre) compris :

Entre 0 et 3 % bonification de 1 fr. 50 par point au-dessous de 3 % ;

Entre 3 et 5 % réfaction de 1 fr. 50 par point au-dessus de 3 % ;

Entre 5 et 10 % réfaction supplémentaire de 1 fr. 75 par point à partir de 5 % ;

Au-dessus de 10 %, la réfaction est à débattre entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

c) A partir d'un taux de 2 % d'orge et jusqu'à 5 %, réfaction de 0 fr. 75 par point ;

Pour un taux compris entre 5 et 8 %, réfaction supplémentaire de 1 fr. 50 par point à partir de 5 % ;

Au-dessus de 8 %, la réfaction est à débattre entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

d) A partir d'un taux de 3 % de blé tendre et jusqu'à 5 %, réfaction de 0 fr. 75 par point ;

Pour un taux compris entre 5 et 8 %, réfaction supplémentaire de 1 fr. 50 par point à partir de 5 % ;

Au-dessus de 8 %, la réfaction est à débattre entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

e) A partir d'un taux de 15 % de mitadins et jusqu'à 20 %, réfaction de 0 fr. 25 par point ;

Pour un taux compris entre 20 et 25 %, réfaction supplémentaire de 0 fr. 50 par point à partir de 20 % ;

Pour un taux compris entre 25 et 30 %, réfaction supplémentaire de 0 fr. 75 par point à partir de 25 % ;

Au-dessus de 30 %, la réfaction est à débattre entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

f) A partir d'un taux de 1 % de blés boutés et jusqu'à 3 %, réfaction de 0 fr. 75 par point ;

Au-dessus de 3 %, réfaction à débattre entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

g) A partir d'un taux de 3 % de grains cassés et jusqu'à 5 %, réfaction de 0 fr. 75 par point ;

Au-dessus de 5 %, réfaction à débattre entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

h) Les blés contenant plus de 0, 125 % de blés cariés (carie en grain) feront l'objet de réfections librement débattues entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

i) A partir d'un taux de 1 % de grains piqués et jusqu'à 3 %, réfaction de 0 fr. 75 par point ;

Au-dessus de 3 %, la réfaction est à débattre entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise ;

j) En ce qui concerne la présence des grains nuisibles, tels que : ail, mélilot, fenugrec, les réfections à appliquer au prix selon la proportion de ces graines seront à débattre entre le vendeur et l'acheteur qui pourra refuser la marchandise.

ART. 4. — Sont considérés comme non marchands les blés durs dont le poids à l'hectolitre est compris entre 63 et 64 kilos et contenant plus de 5 % d'impuretés (matières inertes et graines étrangères) de même que ceux contenant plus de 10 % d'orge ou plus de 15 % de blé tendre, ou qui présentent des taux de mitadins, blés boutés, grains cassés, blés cariés, grains piqués, graines nuisibles, supérieurs aux maxima prévus à l'article 3.

Les blés non marchands ne pourront être acquis par les minotiers que dans les conditions qui seront fixées par l'Office chérifien interprofessionnel du blé.

Rabat, le 28 mai 1941.

P. le directeur de la production agricole,
du commerce et du ravitaillement,
Le directeur adjoint,
JEAN.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement relatif aux conditions de fabrication, de vente et d'emploi des farines de blés tendres et durs.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur.

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé et, notamment, ses articles 7, 9 et 17 ;

Vu les avis émis par le comité de gestion de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, dans sa séance du 26 mai 1941,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Minoteries

a) Approvisionnement

ARTICLE PREMIER. — Les quantités de blés susceptibles d'être prélevées sur les stocks de chaque région, pour l'approvisionnement des minoteries, seront déterminées par l'Office du blé.

ART. 2. — Toute minoterie est tenue de conserver :

1° Un stock de semoules et farines correspondant au 1/12° du contingent semestriel ;

2° Un stock de blé au moins égal au 1/6° du contingent semestriel. L'Office fixe l'importance du stock de blé tendre par rapport au stock de blé dur, compte tenu des disponibilités et des besoins régionaux.

ART. 3. — Le contrôle des achats et des ventes des blés et produits est exercé par les agents de l'Office.

L'Office pourra surveiller la bonne conservation des grains et produits dans les minoteries.

Les blés, farines ou autres produits qui ne répondraient pas aux conditions reconnues nécessaires par le directeur du bureau d'hygiène de la ville municipale, siège de la région, après contrôle du centre de recherches agronomiques, seront bloqués et tenus à la disposition de l'Office pour être dénaturés ou servir à tous autres usages, sans que le détenteur puisse prétendre à indemnité.

b) Fabrication et vente des produits de blé tendre

ART. 4. — La minoterie est astreinte à tirer 85 kilos de farine par quintal de blé tendre mis en mouture.

En fonction du taux d'extraction fixé ci-dessus et d'un rendement total de 98 kilos par quintal, l'Office déterminera, compte tenu de l'incidence du pois spécifique régional moyen de la récolte, les types, les prix-limites, les conditions d'emploi et de vente des farines et autres produits de blé tendre.

ART. 5. — Les frais d'agrèage et de livraison de blé tendre du magasin du vendeur à la minoterie sont admis forfaitairement à 2 francs par quintal.

La prime de mouture est fixée à 21 fr. 50 par quintal de blé écrasé.

ART. 6. — La farine est livrée à la boulangerie en emballages de 100 kilos nets, scellés au plomb de la minoterie et portant la marque « farine boulangerie ».

La farine destinée aux autres usages doit être livrée en emballages de 50 kilos nets, scellés au plomb de la minoterie et portant la marque « farine commerce ».

Les emballages contenant des farines autres que la farine extraite dans les conditions fixées à l'article 4 doivent porter le plomb de la minoterie et l'indication, très apparente, du type de farine tel qu'il est déterminé par l'Office.

Tous les produits sont livrés au poids net.

c) Fabrication et vente des produits de blé dur

ART. 7. — La minoterie est astreinte à tirer 85 kilos de farine par quintal de blé mis en mouture ou 60 kilos de semoules et 20 kilos de farine incomplète.

ART. 8. — Les frais d'agrèage et de livraison de blé dur du magasin du vendeur à la minoterie sont admis forfaitairement à 2 francs par quintal.

La marge de mouture est fixée à 21 fr. 50 par quintal de blé dur.

ART. 9. — Les prix-limites des produits de blé dur sont fixés par les autorités régionales, sur la proposition de l'Office, compte tenu d'un rendement total de 98 kilos par quintal.

L'Office détermine les types de mélanges.

Les proportions et les prix peuvent être fixés, compte tenu de l'incidence des prix régionaux moyens des grains mis en œuvre.

Le prix des semoules spéciales pour la fabrication des pâtes alimentaires est fixé par l'Office.

ART. 10. — Les emballages contenant les farines de blé dur et les semoules doivent porter le plomb de la minoterie et l'indication du type de semoule ou de farine, tel qu'il aura été déterminé par l'Office.

Tous les produits sont livrés au poids net.

TITRE DEUXIÈME

Boulangeries.

ART. 11. — Le maximum de la prime de panification est fixé à 95 francs par quintal de farine.

L'emploi et la détention dans les boulangeries de farines autres que la farine de boulangerie sont interdits. Les farines de force et les farines spéciales de blé tendre sont visées par cette interdiction.

Des autorisations pourront être délivrées par le directeur de l'Office pour la détention et l'emploi des farines nécessaires à la fabrication de pains spéciaux.

Les boulangers doivent détenir un stock de farine de boulangerie au moins égal à 5 jours d'approvisionnement.

ART. 12. — Le prix du pain de consommation courante, vendu au poids, est fixé en tenant compte du prix limite de la farine de boulangerie, de la prime de panification et d'un rendement forfaitaire de 130 kilos de pain par quintal de farine mis en œuvre.

ART. 13. — Le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 29 mai 1941.

P. le directeur de la production agricole,
du commerce et du ravitaillement,
Le directeur adjoint,
JEAN.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant les quantités de blés que les minoteries soumises au régime du dahir du 21 janvier 1937 sont autorisées à mettre en œuvre pendant la période du 1^{er} juin au 30 novembre 1941.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 janvier 1937 portant création de l'Association professionnelle de la minoterie et, notamment, ses articles 4 et 12 ;

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé et, notamment, son article 33 ;

Vu l'avis émis par le comité professionnel de la minoterie, dans sa séance du 20 mai 1941 ;

Sur la proposition du directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les quantités de blés tendres et de blés durs que les minoteries industrielles, soumises au régime du dahir du 21 janvier 1937, sont autorisées à mettre en œuvre dans la période du 1^{er} juin au 30 novembre 1941, sont fixées ainsi qu'il suit :

Berkane :

Moulins des Beni-Snassen : 10.800 quintaux.

Oujda :

Société de Meunerie du Maroc oriental : 28.700 quintaux ;

Djian Haïm : 30.475 quintaux ;

Touboul Maklouf : 26.625 quintaux.

Taza :

Mohring et C^{ie} : 33.175 quintaux.

Fès :

Moïse Lévy : 58.300 quintaux ;

Etablissements Pérez et Coudert : 105.850 quintaux ;

Moulins Baruk : 49.350 quintaux ;

Moulin Fejjaline : 10.750 quintaux.

Meknès :

Moulins du Maghreb : 85.500 quintaux.

Souk-el-Arba-du-Rharb :

Minoterie Boisset : 16.150 quintaux.

Rabat :

Moulins Baruk : 116.600 quintaux ;

Minoterie des Zaër : 11.650 quintaux.

Casablanca :

Moulins du Maghreb : 156.650 quintaux ;

Samuel Lévy : 62.800 quintaux ;

Société d'exploitation et de gérances industrielles (S. E. G. I.) : 105.850 quintaux ;

Société d'exploitation de la minoterie marocaine (S. E. M. I.) : 105.850 quintaux ;

Moulins Modernes : 80.725 quintaux ;

Moulins d'Aïn-Chok : 37.650 quintaux ;

Compagnie industrielle : 16.150 quintaux.

Oued-Zem :

Minoterie de l'Atlas : 34.850 quintaux.

Mazagan :

Moulins de Mazagan : 49.350 quintaux.

Safi :

Moulins du Maghreb : 53.825 quintaux.

Mogador :

Minoterie Sandillon : 13.450 quintaux.

Marrakech :

Minoterie du Guéliz : 38.575 quintaux ;

Minoterie du Palmier : 10.750 quintaux ;

Moulins Baruk : 40.375 quintaux ;

Moulay Ali Dekkak : 12.525 quintaux.

ART. 2. — En fonction des besoins du ravitaillement régional ou de l'exportation d'une part et, d'autre part, des possibilités d'approvisionnement en blés, les quantités ci-dessus fixées pourront être majorées ou diminuées pour tous les moulins d'une même région, par décision du directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé.

Rabat, le 29 mai 1941.

P. le directeur de la production agricole,
du commerce et du ravitaillement,
Le directeur adjoint,
JEAN.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement relatif aux modalités d'exportation des blés et produits de la récolte 1941.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 juin 1934 relatif au contrôle technique de la production marocaine à l'exportation ;

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé et, notamment, son article 15 ;

Vu les avis émis par le comité de gestion de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, dans sa séance du 26 mai 1941,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les blés tendres et durs doivent, à leur sortie du Maroc, être sains et loyaux et répondre aux conditions suivantes :

Les blés tendres doivent peser au moins 76 kilos à l'hectolitre et ne doivent pas contenir plus de :

3 % d'impuretés, dont 2 % au plus de matières inertes ;

3 % de blés durs ;

5 % de grains cassés ;

1 % de grains punaisés ;

3 % de grains piqués ;

1 % de grains boutés ;

0,125 % de grains cariés.

Les blés durs doivent peser au moins 76 kilos à l'hectolitre et ne doivent pas contenir plus de :

5 % d'impuretés, dont 3 % au plus de matières inertes ;

3 % de blés tendres ;

3 % de grains cassés ;

1 % de grains piqués ;

1 % de grains boutés ;

0,125 % de grains cariés.

Sont considérés comme impuretés : les corps étrangers, les grains ou graines autres que les blés, les criblures ou petits blés.

ART. 2. — Sont classés comme :

Blés tendres Maroc n° 1 : les blés tendres récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est au moins égal à 80 kilos et contenant au plus 2 % d'impuretés, dont 1,50 % au plus de matières inertes ;

Blés tendres Maroc n° 2 : les blés tendres récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est compris entre 80 et 78 kilos et contenant au plus 2 % d'impuretés, dont 1,50 % au plus de matières inertes ;

Blés tendres Maroc n° 3 : les blés tendres récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est compris entre 78 et 76 kilos et contenant moins de 3 % d'impuretés, dont 2 % au plus de matières inertes ou bien dont le poids à l'hectolitre est supérieur à 78 kilos, mais contenant de 2 à 3 % d'impuretés, dont 2 % au plus de matières inertes ;

Blés durs Maroc n° 1 : les blés durs récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est au moins de 82 kilos et contenant au plus 2 % d'impuretés, dont 1,5 % au plus de matières inertes ;

Blés durs Maroc n° 2 : les blés durs récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est compris entre 80 et 82 kilos et contenant au plus 2 % d'impuretés, dont 1,5 % au plus de matières inertes ;

Blés durs Maroc n° 3 : les blés durs récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est compris entre 80 et 78 kilos et contenant au plus 3 % d'impuretés, dont 2 % au plus de matières

inertes, ou bien dont le poids à l'hectolitre est supérieur à 80 kilos, mais contenant de 2 à 3 % d'impuretés, dont 2 % au plus de matières inertes ;

Blés durs Maroc n° 4 : les blés durs récoltés au Maroc, dont le poids à l'hectolitre est compris entre 78 et 76 kilos et contenant au plus 5 % d'impuretés dont 3 % au plus de matières inertes, ou bien d'un poids à l'hectolitre supérieur à 78 kilos, mais contenant de 3 à 5 % d'impuretés, dont 3 % au plus de matières inertes.

ART. 3. — La répartition des licences d'exportation de blé tendre sera effectuée par l'Office du blé en fonction des demandes des marchés extérieurs, compte tenu des quantités prises en charge par les organismes coopératifs et les commerçants agréés, de la qualité et du lieu de stockage des grains.

L'indication de l'indice W présumé doit figurer sur les bulletins d'agrèage et d'achat et le résultat définitif de l'analyse doit être porté sur ces documents avant le 15 janvier 1942.

Les conditions d'exportation des blés durs, semoules, couscous et pâtes alimentaires ou produits assimilés sont fixées par l'Office.

ART. 4. — Les taux des prélèvements compensateurs et des primes compensatrices à l'exportation des blés tendres seront fixés périodiquement par décision du directeur de l'Office.

L'Office fixe dans les mêmes conditions les taux et les modes de recouvrement ou de paiement, applicables aux prélèvements compensateurs et aux primes compensatrices pour les exportations de blé dur, et des produits de trituration de blé tendre et de blé dur.

ART. 5. — Le directeur de l'Agence chérifienne d'importation et d'exportation et le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 30 mai 1941.

P. le directeur de la production agricole,
du commerce et du ravitaillement,
Le directeur adjoint,
JEAN.

AVIS

Commerce des blés de semences

Il est rappelé aux commerçants agréés et aux organismes coopératifs, désireux de participer aux opérations sur les blés de semences de la récolte 1941, que le régime spécial institué par le dahir du 4 mai 1940 et l'arrêté du directeur des affaires économiques du 5 mai 1940 (Bulletin officiel n° 1438 du 17 mai 1940, pages 469 à 473) est toujours en vigueur.

Les demandes d'autorisation qui, aux termes de l'article 9 de l'arrêté susvisé du 5 mai 1940, sont présentées annuellement à l'Office du blé, devront parvenir à cet organisme avant le 30 juin 1941.

Les opérations d'achat de blés de semences, effectuées sous le régime spécial, devront être terminées le 31 octobre 1941.

APPLICATION DE L'ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DU 30 AVRIL 1937 (Art. 5^{ter})

Modèle de bulletin d'agrèage et d'achat dont l'établissement en trois exemplaires est obligatoire pour les achats de blé tendre aux producteurs de plus de 75 quintaux.

M. _____ **BULLETIN D'AGRÉAGE ET D'ACHAT** (1) Région de _____
commerçant agréé n° _____ Type T. E. N° _____ Série _____ (Récolte 1941) Centre de _____
à _____

Livré par M. _____, à _____, les quantités de blé tendre spécifiées ci-dessous :

Variété : _____	Acompte au quintal	175,00
Poids à l'hectolitre : _____ kg.	Primes mensuelles de conservation	_____
Impuretés : _____ %	Bonifications : Poids à l'hectolitre	_____
_____	Impuretés	_____
_____	TOTAL	_____

Poids net : _____ qx Réfactions : Poids à l'hectolitre

BLÉS DE FORCE	Taxe à la production	3,50
	Provision au compte des transports	2,50

W déclaré à l'achat : _____
A déduire

Résultat de l'analyse effectuée par le Centre de recherches agronomiques. _____
Net à verser au quintal

Analyse n° _____ du _____
Montant du versement total _____
W : _____
G : _____

Le vendeur soussigné certifie avoir reçu la somme de _____
montant de l'acompte versé ce jour. _____
A _____, le _____

Le vendeur, _____ L'acheteur, _____

Timbre de quittance

(1) Le présent bulletin doit former avec les précédents une série ininterrompue pour la même campagne. Il doit être ouvert une série portant une lettre par centre d'utilisation et une lettre pour chacun des centres de stockage qui en dépendent.
NOTA. — **BLE DE FORCE** : un échantillon prélevé contradictoirement au moment de la livraison, servira à la détermination de la valeur boulangère. La transmission au centre de recherches agronomiques devra se référer au n° du présent bulletin d'agrèage. La bonification spéciale pour la valeur boulangère fait l'objet d'un versement direct au vendeur.

Sur papier de couleur rouge.

APPLICATION DE L'ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DU 30 AVRIL 1937 (Art. 5 ter)

Modèle de bulletin d'agrèage et d'achat dont l'établissement en trois exemplaires est obligatoire pour les achats de blé tendre aux producteurs de moins de 75 quintaux.

M. _____ **BULLETIN D'AGRÉAGE ET D'ACHAT** (1) Région de _____
 commerçant agréé n° _____ Type T. I. (2) N° _____ Série _____ (Récolte 1941) Centre de _____
 ou organisme coopératif _____ LIVRÉ par M. _____ à _____ Commercant légitimé
 (Nom et prénoms.) (Adresse.) N° _____
 à _____ les quantités de blé tendre spécifiées ci-dessous :

Variété : _____ Prix au quintal (3) : _____
 Primes mensuelles de conservation : _____

Poids net : _____ qx _____ Bonifications : _____
 Poids à l'hectolitre : _____ kg. _____ Poids à l'hectolitre : _____
 Impuretés : _____ % _____ Impuretés : _____ Total : _____

Caractères particuliers : _____ Réfactions : _____
 Poids à l'hectolitre : _____
 Impuretés : _____

A déduire : _____
 Valeur au quintal : _____

MONTANT de l'achat : _____

Le vendeur soussigné certifie avoir reçu la somme de _____
 montant du versement net et définitif de ce jour.

A _____, le _____ 19____

Le vendeur : _____ L'acheteur : _____

(1) Le présent bulletin doit former avec les précédents une série ininterrompue pour une même campagne. Il doit être ouvert une série portant une lettre par centre d'utilisation et une lettre pour chacun des centres de stockage qui en dépendent.
 (2) A établir pour toute livraison supérieure à 2 quintaux. (Ce modèle n'est pas imposé aux coopératives indigènes de blés).
 (3) Ce prix est celui indiqué pour les lieux prévus par l'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant le prix d'achat des blés tendres dans les divers lieux où les transactions peuvent être effectuées.
 Ce prix doit être majoré d'un franc si l'achat est effectué à un porteur de carte de légitimation.

Arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail portant agrément d'un organisme de ramassage des huiles minérales de graissage ou isolantes usagées.

LE DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS, DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL, Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail du 30 novembre 1940 relatif à la régénération des huiles de graissage,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est agréé comme organisme de ramassage : le Groupement interprofessionnel marocain des produits dérivés du pétrole, 32, rue Duplex, à Casablanca.

ART. 2. — Ce groupement créera et fera connaître par la voie de la presse et tous autres moyens les centres régionaux habilités à effectuer le ramassage des huiles usagées.

ART. 3. — L'article 3 de l'arrêté susvisé du directeur des communications, de la production industrielle et du travail du 30 novembre 1940 est rapporté.

Rabat, le 16 mai 1941.

NORMANDIN.

Contrôle des graines à l'exportation

Par arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 13 mai 1941, les graines diverses non visées par les dispositions en vigueur sur le contrôle à l'exportation ont été soumises audit contrôle dans les conditions suivantes.

Les graines doivent être à leur sortie du Maroc, saines, loyales et marchandes et répondre aux qualités minima ci-après :

1° *Graines de semences.* — Les « graines diverses » exportées sous la dénomination « graines de semences » ne devront pas contenir plus de 2 % de corps inertes et de graines étrangères.

Les graines devront être exemptes de cuscute ;

2° *Graines diverses.* — Les « graines diverses » exportées sous contrat pour servir exclusivement à l'alimentation du bétail ne devront pas contenir plus de 4 % d'impuretés dont 3 % au maximum de corps inertes. Dans ce cas, les graines étrangères de céréales ou de légumineuses ne seront comptées dans le pourcentage des déchets que pour la moitié de leur poids ;

3° *Carvi.* — Les graines de carvi ne devront pas contenir plus de 4 % de corps inertes et de graines étrangères ;

4° *Autres graines.* — Les graines diverses exportées sans désignation d'usage ne devront pas contenir plus de 3 % de corps inertes et de graines étrangères.

Des dérogations rendues nécessaires par certaines conditions agricoles pourront être accordées par le directeur de l'A.C.I.E.

Le directeur de l'A.C.I.E. est chargé de l'application de l'arrêté précité.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement relatif à l'utilisation des coupons de la carte de consommation pendant le mois de juin 1941.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation du pays pour le temps de guerre et, notamment, son article 2 bis ajouté par le dahir du 1^{er} mai 1939 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 12 juillet 1940 relatif à l'établissement d'une carte de consommation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le coupon n° 22 des cartes A et B sera utilisé à l'acquisition d'une quantité de 500 grammes de sucre par ration durant le mois de juin 1941.

Les titulaires de la carte E pourront obtenir des tickets donnant droit à la délivrance de 500 grammes de sucre moyennant l'oblitération de la case n° 22 de leur carte.

ART. 2. — Le coupon n° 23 des cartes A et B sera utilisé durant le mois de juin 1941 à l'acquisition d'une quantité, par ration, de 250 grammes de savon, dit « de ménage » ou de savon de toilette, ou de 125 grammes de savon en pâte ou paillettes.

Les titulaires de la carte E pourront obtenir des tickets donnant droit aux mêmes quantités de savon moyennant l'oblitération de la case n° 23 de leur carte.

ART. 3. — Le coupon n° 24 des cartes A et B sera utilisé durant le mois de juin 1941 à l'acquisition d'une quantité d'un quart de litre d'huile comestible par ration.

Les titulaires de la carte E pourront obtenir des tickets donnant droit aux mêmes quantités d'huile comestible moyennant l'oblitération de la case n° 24 de leur carte.

ART. 4. — Aucune livraison de sucre, de savon et d'huile comestible ne pourra être faite durant le mois de juin 1941 aux titulaires des cartes A, B et E si ce n'est sur présentation de leur carte et remise des tickets et coupons correspondants.

Rabat, le 14 mai 1941.

P. le directeur de la production agricole,
du commerce et du ravitaillement,
Le directeur adjoint,
BATAILLE.

Prix de base des abricots.

Par arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement en date du 19 mai 1941, les prix intérieurs maxima de base ont été fixés ainsi qu'il suit :

1° A compter du 25 mai, pour tout le Maroc :

Abricots de variétés indigènes dits « mech-mech » : 1 fr. 50 le kilo.

Ce prix s'entend pour marchandise de premier choix rendue usine ou marché de gros des régions de production de Marrakech, Beni-Mellal, Casablanca, Rabat, Meknès et Fès ;

2° A compter du 10 juin 1941, pour les centres de Marrakech, Beni-Mellal et Casablanca et du 20 juin pour les centres de Rabat, Meknès et Fès :

Abricots de variétés européennes : 4 francs le kilo.

Ce prix s'entend pour des fruits de tout premier choix, par lots de la même variété, sans défaut extérieur provenant d'une cause quelconque et de maturité régulière et suffisante et dans les mêmes conditions de livraison que celles ci-dessus définies pour les abricots de variétés indigènes.

L'arrêté du 19 avril 1941 relatif au même objet est abrogé.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant, pour l'année 1941, les modalités d'attribution aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées de la prime instituée par l'arrêté viziriel du 15 juin 1935.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La prime instituée par l'arrêté viziriel du 15 juin 1935 pour les importations d'animaux reproducteurs mâles des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine, des juments de pur sang et de race bretonne, ainsi que des vaches laitières inscrites aux herd-books de France, ne sera attribuée que pour les animaux dont l'importation aura été approuvée préalablement par le chef du service de l'élevage.

Cette prime est exclusivement réservée aux éleveurs adhérent à un syndicat d'élevage, aux syndicats ou coopératives d'élevage, à la Fédération des syndicats et coopératives d'élevage, à la section marocaine de l'Union ovine de l'Afrique du Nord.

La demande d'approbation qu'ils adresseront à ces fins devra obligatoirement faire mention de la race des sujets à importer.

Les éleveurs ou organismes précités désireux de bénéficier de ladite prime devront adresser leur demande au directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement (service de l'élevage), dès que l'importation est effectuée et au plus tard, le 5 janvier 1942, et accompagnée :

1° De la quittance de douane établie, soit au nom de l'éleveur ou de l'organisme importateur, soit au nom du transitaire. Dans ce dernier cas, une attestation du transitaire spécifiera qu'il a été procédé au dédouanement pour le compte de tel ou de tel organisme ;

2° Pour les vaches laitières, de la carte d'inscription à un herd-book de France ; dans les régions où pour quelque cause que ce soit, les herd-books ne fonctionnent pas, le certificat d'inscription aux herd-books pourra être remplacé par une attestation signée du directeur des services vétérinaires du département spécifiant l'absence du herd-book, et que les animaux exportés sont issus de géniteurs de race pure et présentent tous les caractères de cette race.

ART. 2. — Cette prime qui sera payée en fin d'exercice budgétaire est fixée, pour l'année 1941, dans la limite des crédits inscrits au budget à 20 % ad valorem.

La valeur estimative des animaux sera celle qui ressortira de la quittance de douane.

Elle ne sera due, pour chaque animal, que jusqu'à concurrence d'une valeur maximum de 10.000 francs pour les animaux des races chevaline et asine, de 8.000 francs pour les animaux de race bovine et de 1.500 francs pour ceux des races ovine, caprine et porcine.

Dans le cas où les sommes résultant des demandes de primes excéderaient les crédits inscrits au budget, il sera effectué un abattement proportionnel sur le montant des primes dues.

ART. 3. — Le chef du service de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 19 mai 1941.

P. le directeur de la production agricole,
du commerce et du ravitaillement,
Le directeur adjoint,

JEAN.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement modifiant l'arrêté du 25 octobre 1938 relatif au contrôle technique à l'exportation des conserves alimentaires de légumes et de fruits.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le premier paragraphe de l'article premier de l'arrêté du 25 octobre 1938 relatif au contrôle technique à l'exportation des conserves alimentaires de légumes et de fruits est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — a) *Déclaration.* — Quiconque fabrique ou se propose de fabriquer, ou quiconque a l'intention de faire le commerce d'exportation des conserves alimentaires, de légumes ou de fruits, doit en faire la déclaration, sur papier timbré, à la direction de l'Agence chérifienne d'importation et d'exportation, 72, rue Georges-Mercier, à Casablanca, dans un délai d'un mois après la date de publication du présent arrêté ou de l'ouverture de la fabrication. »

(La suite sans modification).

Rabat, le 21 mai 1941.

P. le directeur de la production agricole,
du commerce et du ravitaillement,
Le directeur adjoint,

BATAILLE.

Arrêté du directeur de l'instruction publique relatif à un concours pour le recrutement de maîtres-ouvriers agricoles auxiliaires.

LE DIRECTEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Vu l'arrêté viziriel du 6 mai 1939 formant statut du personnel auxiliaire chargé d'un service permanent d'enseignement professionnel.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours sur titres aura lieu le 1^{er} juillet 1941, au Maroc, en vue d'un recrutement de deux maîtres-ouvriers agricoles auxiliaires de l'enseignement professionnel musulman et de deux maîtres-ouvriers agricoles auxiliaires de l'enseignement primaire européen.

ART. 2. — Ce concours est accessible aux candidats citoyens français ou sujets ou protégés français conformément aux règlements en vigueur. Nul ne peut faire acte de candidature s'il est âgé de plus de 30 ans au 1^{er} janvier de l'année en cours à moins qu'il ne bénéficie d'une prorogation de la limite d'âge au titre des services militaires ou des services civils dans l'enseignement. Les demandes d'inscription accompagnées du dossier complet seront reçues jusqu'au 11 juin, dernier délai, à la direction de l'instruction publique (bureau des examens).

ART. 3. — Les candidats retenus devront subir une épreuve théorique et pratique consistant dans la rédaction d'un mémoire sur une question agricole intéressant une région du Maroc. Il est accordé quatre heures pour cette épreuve.

ART. 4. — L'épreuve est notée de 0 à 20. Nul ne peut entrer en ligne de compte pour le classement définitif s'il n'a obtenu au moins 12 points. Les candidats admis seront recrutés dans l'ordre de leur classement à l'examen.

ART. 5. — Le jury de ce concours comprend :

Le directeur de l'instruction publique ou son délégué, président ;
Le chef du service de l'enseignement musulman ;
L'inspecteur de l'enseignement primaire en résidence à Rabat.

Rabat, le 18 mai 1941.

RICARD.

NOTA. — Le salaire mensuel de début des maîtres-ouvriers stagiaires s'élève à 1.418 francs. Tous les renseignements concernant la constitution du dossier et les modalités du concours seront adressés aux candidats qui en feront la demande à la direction de l'instruction publique (bureau des examens).

Avis d'interdiction de la circulation.

Par arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail du 14 mai 1941, la circulation de tous les véhicules est interdite sur le pont biais de 10 mètres d'ouverture sur l'oued Akreuch, au P.K. 11,845 de la route n° 203, de Rabat à Aïn-el-Aouda, pendant la durée des travaux d'allongement de cet ouvrage d'art.

La circulation des véhicules sera déviée par les routes n° 204 et 225, sur la rive droite de l'oued Bou Regreg.

* * *

Par arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail du 17 mai 1941, et pendant la durée des travaux annexes de cylindrages de la route n° 208, de Sidi-Yahia-des-Zaër à Sidi-Beltache, la circulation est interdite sur cette route entre les P.K. 27+000 et 30+000.

Pendant la durée de l'interdiction, la circulation des véhicules est déviée par la piste partant du P.K. 26+000 de la route n° 208 (à gauche) et aboutissant au P.K. 01+300 de la route n° 106, de Casablanca à Khemissèt par Boulhaut et Marchand.

Avis de constitution de groupements économiques.

Par arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail du 14 mai 1941, la liste des membres du comité du Groupement interprofessionnel des cuirs et peaux bruts a été complétée ainsi qu'il suit :

2^e section. — *Tannerie* ; Délégué marocain :

El Hadj Ahmed Nejjar, amin des tanneurs de Salé.

3^e section. — *Babouches et chaussures* ; Délégués marocains :

Si Ahmed Lukkach, fabricant de chaussures, à Casablanca ;

Si Mohamed ben Abdallah Trabassi, amin de la corporation des babouchiers de Salé.

4^e section. — *Bourrellerie et maroquinerie* :

Si Larbi el Oudij, artisan, à Rabat ;

Si Abdelkader bel Haj Madani Bennis, à Casablanca.

* * *

Par arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement en date du 19 mai 1941, a été créé le Groupement professionnel de l'industrie laitière au Maroc.

Le comité de direction est composé ainsi qu'il suit :

MM. Maupas, président-délégué ;

Aussal, délégué adjoint ;

Canas, membre européen ;

M^{me} Larfaillou, membre européen ;

M. Djilali ben Beda, membre indigène.

Prix de vente des animaux de basse-cour

Par arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement en date du 21 mai 1941, le prix de vente des animaux de basse-cour à la production a été fixé dans les diverses

régions du Maroc conformément aux indications du tableau ci-dessous.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées administrativement et pénalement suivant les modalités prévues par le dahir du 25 février 1941 relatif au contrôle des prix.

(Achats en tribu, dans les souks ou dans les fermes au kilo vif sauf exception indiquée en marge).

	CASABLANCA	RABAT	FÈS	MEKNÈS	MARRAKECH	AGADIR	OUJDA	OBSERVATIONS
Poulets de race améliorée.	15	14,50	14	14,50	13,50	13	14	
Poulets indigènes ou poules à bouillir.....	12	11,50	11	11	10,50	10,50	11	
Dindes, dindons, oies....	15	14,50	14	14	13,50	13,50	14	
Canards	13	12,50	12	12	11,50	11,50	12	
Lapins de race améliorée	11	10,50	10,50	10,50	9,50	9,50	10	
Lapins communs	9	8,50	8	8	7,50	7,50	8	
Pintades :								
1 ^{re} qualité (jeunes)....	16	15,50	15	15	14,50	14,50	15	
2 ^e qualité (vieilles)....	13	12,50	12	12	11,50	11,50	12	
Pigeons :								
Pigeonneaux	7	7	7	7	7	7	7	Prix à la pièce
Adultes	5	5	5	5	5	5	5	

Extrait du « Journal officiel » de l'Etat français du 13 mai 1941, page 2029.

Arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture réglementant l'importation des animaux de l'espèce ovine à destination de la boucherie en provenance de l'Algérie, de la Tunisie et de la zone française de l'Empire chérifien.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'AGRICULTURE,

Vu la loi du 21 juin 1898 sur le code rural ;

Vu le décret du 6 octobre 1904 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi ;

Vu le décret du 11 janvier 1905 relatif à l'importation et au transit des animaux ;

Vu l'arrêté du 23 février 1921 relatif aux importations des animaux de l'espèce ovine en provenance de l'Afrique du Nord ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1938 réglementant l'importation des espèces ovine et caprine destinées à la boucherie, en provenance de l'Afrique du Nord ;

Vu l'arrêté du 30 mars 1938 relatif à l'admission par le port de Sète de certaines espèces d'animaux ;

Vu l'arrêté du 30 avril 1938 relatif à l'importation des animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine en provenance de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux mesures édictées par l'article 1^{er} de l'arrêté du 23 février 1921 et par l'article 3 de l'arrêté du 30 avril 1938, les animaux de l'espèce ovine (ex. nos 9 et 10 du tarif douanier) en provenance de l'Algérie, de la Tunisie et de la zone française de l'Empire chérifien et destinés à être immédiatement abattus pourront être importés sans avoir été soumis à la vaccination contre la clavelée.

Ces animaux seront marqués avant l'embarquement. Ils devront être accompagnés du certificat d'origine prévu par l'article 3 du décret du 11 juin 1905.

Les ports de Marseille, de Port-Vendres et de Sète sont seuls ouverts à l'importation de cette catégorie d'animaux.

Art. 2. — Les animaux visés à l'article 1^{er} du présent arrêté ne pourront être admis qu'à destination des abattoirs publics et des abattoirs industriels régulièrement inspectés.

Toutefois, le directeur des services vétérinaires du département où est situé le port de débarquement pourra autoriser, après enquête, le transport des animaux dans des centres d'abatage autres que les établissements énumérés au précédent alinéa.

Art. 3. — Les animaux non vaccinés devront être isolés des moutons clavelisés pendant les opérations de groupement, d'embarquement et de transport.

Au lieu de débarquement, chacune de ces catégories d'animaux sera maintenue séparée au cours des opérations de contrôle sanitaire et de triage commercial.

A l'issue de ces opérations les moutons non vaccinés seront dirigés sans délai dans un parc ou dans des locaux où ils seront efficacement séparés des animaux clavelisés et où ils pourront être exposés en vue de la vente. Ces emplacements ou ces locaux devront être agréés par le directeur départemental des services vétérinaires ; les animaux seront placés sous la surveillance du service municipal.

Les animaux inventés dans les quatre jours qui suivront le débarquement seront dirigés sur l'abattoir local où ils seront sacrifiés sans délai.

Art. 4. — L'expédition des animaux non vaccinés ne peut être effectuée que par chemin de fer ou en voiture ; ces animaux devront être groupés sur un quai d'embarquement spécialement affecté à cet usage et être transportés dans des véhicules ne contenant que des moutons non vaccinés. Le transport à pied des moutons non vaccinés est interdit. Toutefois, des dérogations à cette règle pourront être accordées par le directeur des services vétérinaires qui déterminera, après entente avec les maires, le trajet affecté au parcours de cette catégorie d'animaux.

Art. 5. — Les acheteurs devront se pourvoir d'un laissez-passer délivré par le vétérinaire municipal.

Ce laissez-passer devra reproduire d'une façon très apparente les marques permettant l'identification des animaux. Un duplicata de ce laissez-passer sera directement adressé par le vétérinaire municipal au directeur des services vétérinaires du département de destination ainsi qu'au directeur des services vétérinaires du département où le débarquement a eu lieu.

A l'arrivée à l'abattoir où les moutons doivent être sacrifiés, le conducteur devra remettre l'original du laissez-passer au vétérinaire inspecteur de l'établissement. Celui-ci certifiera sur ce laissez-passer que les animaux ont été abattus dans un délai de cinq jours à compter de sa délivrance, et le renverra sans délai au directeur des services vétérinaires du département où a été effectué l'abatage.

Le directeur des services vétérinaires du département où a eu lieu l'abatage adressera au directeur des services vétérinaires du lieu de débarquement une copie de ce laissez-passer.

ARR. 6. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont rapportées.

ARR. 7. — Le directeur général des douanes, le chef des services vétérinaires du ministère de l'agriculture et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 12 mai 1941.

PIERRE CAZIOT.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1488, du 2 mai 1941, page 827.

Arrêté résidentiel du 16 avril 1941 relatif à la répartition et à la vente du poisson de mer.

Poisson 4^e catégorie

	TARIF			
	A	B	C	D
<i>Au lieu de :</i>				
« Baudroie vidée » ;				
<i>Lire :</i>				
« Baudroie vidée et étêtée »	10	9	8	6,50

Poisson 5^e catégorie

<i>Au lieu de :</i>				
« Grondin (au-dessous de 250 gr., au-dessus de 3 kilos) » ;				
<i>Lire :</i>				
« Grondin (au-dessus de 3 kilos) » - 6	5,50	4,50	3,50	

Poisson 6^e catégorie

<i>Ajouter :</i>				
« Grondin (au-dessous de 250 gr.) »	4	3,75	3,25	2,75

Liste des candidats admis au concours du 21 avril 1941 pour l'emploi de commis stagiaire du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat.

(Ordre de mérite)

- 1^{er}. M. Cagnon Antoine.
- 2^e ex-æquo. MM. Lequeux Albert, Neaud Emile.
- 4^e M. Delbosc Maurice.
- 5^e M. Toussaint Marcel.
- 6^e M. Meyssonier Jean.
- 7^e ex-æquo. MM. Bassaler Robert, Veycaux André.
- 9^e M. Cousseran Louis.
- 10^e M. Villacrès Manuel.
- 11^e ex-æquo. MM. Le Coz Jean, Marque Jean-Marie.
- 13^e ex-æquo. MM. Cabrier Louis, Lucchinacci Jacques.
- 15^e M. Silvant Camille.
- 16^e M. Algieri Salvator.
- 17^e M. Laporte Jean.
- 18^e M. Miaulet Bertrand.

- 19^e ex-æquo. MM. André Alphonse, Calotin Louis, Quesnoy Louis.
- 22^e M. Pilleboue Fernand.
- 23^e M. Molina Vincent.
- 24^e M. Bizot Fernand.

Liste, par ordre de mérite, des candidats reçus au concours de conducteur des travaux publics, en 1941.

MM. Mechin Fernand,
Balouzat Robert,
Chauveau Jacques,
Carol Casimir.

Examen professionnel des 12 et 13 mai 1941, pour le recrutement des secrétaires-greffiers des juridictions françaises du Maroc.

Liste par ordre de mérite des candidats reçus :

MM. Pailler François, licencié en droit, secrétaire-greffier adjoint de 6^e classe ;
Orabona Jacques, secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe,
Casanova Jean, secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe,
Graziani Paul, secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe.

Examen de sténographie du 19 mai 1941

Liste des candidates définitivement admises par ordre de mérite :

M^{mes} Bourgeois,
Lepeltier,
M^{lles} Andrieu, Ramel, ex-æquo,
Clément-Grandcourt,
M^{me} Fromont,
M^{lles} Mathieu,
Casouli,
Meyer,
M^{me} Houillot, M^{lles} Roman, Redon, ex-æquo,
M^{lles} Dupont,
Terrel,
M^{me} Mansillon.

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
DU PROTECTORAT

Reclassement de certains hauts fonctionnaires.

Par arrêté résidentiel en date du 28 mai 1941, les sous-directeurs des 2^e et 3^e classes ont été, conformément aux prescriptions de l'arrêté viziriel du 18 mars 1941, reclassés comme suit dans la 2^e classe nouvelle :

M. Blanc du Collet Charles, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1938 ;
M. Phéline Louis, avec ancienneté du 1^{er} août 1938 ;
M. Sazerac de Forges Abel, avec ancienneté du 15 mai 1939 ;
M. Picton René, avec ancienneté du 16 février 1940, et pour le traitement, du 1^{er} janvier 1941 ;
M. Lenoir Roger, avec ancienneté du 1^{er} mars 1940, et pour le traitement, du 1^{er} janvier 1941.

Mouvements de personnel

JUSTICE FRANÇAISE

Par arrêtés du procureur général près la cour d'appel en date des 12 et 14 mai 1941, sont promus :

Secrétaire en chef de 3^e classe
(à compter du 1^{er} mai 1941)

M. Galvani Jean-Baptiste, secrétaire en chef de 4^e classe.

Commis de 1^{re} classe
(à compter du 1^{er} avril 1941)

M. Cano Jacques, commis de 2^e classe.

Par arrêté du procureur général près la cour d'appel en date du 16 mai 1941, M. Dirat Achille-Bernard, admis à l'examen professionnel pour le recrutement des secrétaires des parquets, est nommé secrétaire de 7^e classe à compter du 1^{er} mai 1941.

* * *

SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Par arrêtés du directeur des services de sécurité publique en date du 28 avril 1941, sont nommés à compter du 1^{er} mai 1941 :

Premier surveillant de 1^{re} classe

M. Soldati Félix, premier surveillant de 2^e classe.

Gardien hors classe

Larbi ben Mâati ben Ali, gardien de 1^{re} classe.

Gardien de 2^e classe

Ahmed ben Hachemi, Salem ben Mohamed, Mohamed ben Boudjemâa, Mohamed ben Ahmed ben Larbi, gardiens de 3^e classe.

Par arrêté du directeur des services de sécurité publique en date du 6 mai 1941, M^{me} Poli Marie, surveillante auxiliaire, est nommée surveillante stagiaire de prison à compter du 1^{er} mai 1941.

* * *

DIRECTION DES FINANCES

Par arrêtés du directeur adjoint de l'administration des douanes en date du 28 avril 1941, sont promus :

(à compter du 1^{er} janvier 1941)
Préposé-chef de 3^e classe

M. Laï Jérôme, préposé-chef de 4^e classe.

(à compter du 1^{er} mars 1941)
Préposé-chef de 1^{re} classe

M. Tisseyre François, préposé-chef de 2^e classe.

(à compter du 1^{er} mai 1941)
Préposé-chef de 2^e classe

M. Ceccaldi François-Mathieu, préposé-chef de 3^e classe.

Par arrêtés du directeur adjoint de l'administration des douanes en date du 2 mai 1941, sont confirmés dans leur emploi :

(à compter du 1^{er} mai 1941)

MM. Schultess Henri et Embarbé Gaston, préposés-chefs de 6^e classe.

* * *

DIRECTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE,
DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT

Par arrêtés du chef du service des forêts, de la conservation foncière et du cadastre en date du 8 avril 1941, sont nommés topographes adjoints stagiaires :

(à compter du 1^{er} avril 1941)

MM. Gardey Georges et Servin Emile.

(à compter du 7 avril 1941)

M. Hartmann Jacques.

* * *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Par arrêté du directeur de l'instruction publique en date du 14 mai 1941, M^{me} Sugier Clémence, répétitrice chargée de classe de 5^e classe, est nommée professeur chargée de cours de 6^e classe à compter du 1^{er} avril 1941, avec une ancienneté de classe de 3 ans, 7 mois, 4 jours.

Par arrêtés du directeur de l'instruction publique en date du 14 mai 1941, les instituteurs auxiliaires de 6^e classe désignés ci-après, pourvus du brevet supérieur ou du baccalauréat de l'enseignement secondaire et du certificat d'aptitude pédagogique, sont nommés instituteurs de 6^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1941 :

MM. Permingeat Louis, avec 1 an d'ancienneté de classe ;

Llull Ernest, avec 1 an, 1 mois, 1 jour d'ancienneté de classe ;

Bouffils Aimé, avec 1 an d'ancienneté de classe ;

Marseille René, avec 1 an d'ancienneté de classe ;

Pastor Roland, avec 1 an, 26 jours d'ancienneté de classe ;

Organini Charles, avec 1 an d'ancienneté de classe.

* * *

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA JEUNESSE

Par décisions du directeur de la santé publique et de la jeunesse en date du 16 mai 1941, sont promus à compter du 1^{er} juin 1941 :

Médecin de 4^e classe

M. Rausch Charles.

Infirmier spécialiste hors classe (2^e échelon)

M. Prioul Francis.

Infirmier de 3^e classe

M. Gaillard Abel.

Infirmier de 3^e classe (cadre spécial)

Abdelkader ben Mohamed.

Réintégration dans leur administration d'origine
de fonctionnaires en service détaché.

Par arrêté du directeur adjoint des régions financières en date du 10 février 1941, M. Marcaillou Clément, rédacteur principal hors classe des contributions indirectes, détaché au Maroc en qualité de percepteur principal hors classe, atteint par la limite d'âge en application du dahir du 29 août 1940, est remis à la disposition de son administration d'origine et placé en congé d'expectative de réintégration à compter du 1^{er} avril 1941.

Par arrêté du directeur de l'instruction publique en date du 29 avril 1941, M^{me} Jourdan Marie, institutrice de 1^{re} classe, est maintenue en congé d'expectative de réintégration pour une nouvelle période de deux mois à compter du 1^{er} janvier 1941.

Rappel de services militaires

Par arrêté du chef du service des forêts, de la conservation foncière et du cadastre en date du 17 avril 1941, M. Hitier André, garde stagiaire des eaux et forêts du 1^{er} mai 1939, est titularisé et nommé garde des eaux et forêts de 3^e classe à compter du 21 juin 1939 (bonifications pour services militaires : 23 mois 10 jours).

Radiation des cadres

Par arrêté viziriel en date du 19 mai 1941, M. Houel Philippe, chef de bureau hors classe du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat, atteint par la limite d'âge en application du dahir du 29 août 1940, est admis à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance à compter du 1^{er} juin 1941, et rayé des cadres à la même date.

Par arrêté viziriel en date du 26 mai 1941, M^{me} Chamaly Gabrielle, dactylographe de 1^{re} classe du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat, atteinte par la limite d'âge en application du dahir du 29 août 1940, est admise à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance à compter du 1^{er} juin 1941, et rayée des cadres à la même date.

Par arrêté du directeur adjoint des régions financières en date du 5 mai 1941, M. Mohamed Sentici, commis d'interprétariat principal de 2^e classe du service des perceptions, dont la démission a été acceptée, est rayé des cadres à compter du 1^{er} mai 1941.

Par arrêté du directeur adjoint des régies financières en date du 24 mars 1941, M. Péretti Antoine, collecteur principal de 2^e classe du service des perceptions, admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension d'ancienneté, est rayé des cadres à compter du 1^{er} juin 1941.

Par arrêtés du directeur adjoint de l'administration des douanes en date du 10 mai 1941, Djilali ben Larbi, n^o 297, gardien de 2^e classe, et Smaïn ben Larbi, n^o 329, gardien de 3^e classe, sont révoqués de leurs fonctions à compter du 28 avril 1941, et rayés des cadres à la même date.

Par arrêté du directeur des affaires politiques en date du 14 mai 1941, M. Astoul Hubert, sous-chef de division de 1^{re} classe, admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} juillet 1941, est rayé des cadres à la même date.

Par arrêté du trésorier général du Protectorat en date du 8 mai 1941, M. Danos Paul, commis principal hors classe à la trésorerie générale à Rabat, atteint par la limite d'âge en application du dahir du 29 août 1940, admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} juin 1941, est rayé des cadres à la même date.

Concession de pensions civiles

Par arrêté viziriel en date du 20 mai 1941, sont concédées à M^{me} Habiba bent Mohamed, veuve de Mohamed ben Maati el Mar-

Par arrêté viziriel en date du 20 mai 1941, les pensions suivantes sont concédées :

NOM ET PRÉNOMS	MONTANT		DATE D'EFFET
	Base	Complém.	
M ^{me} Deberly Marthe-Marcelle, veuve Crouzet Emmanuel, ex-inspecteur d'architecture.	12.687	6.343	18 février 1941.
M ^{me} Olmi Antoinette, veuve Paquet Ange-François, ex-commis des perceptions.	2.390	»	28 décembre 1940.
M ^{me} Lacoste Catherine, veuve de Causse Gaston, ex-secrétaire-greffier.	10.750	4.084	16 décembre 1940.

raeckchi, ex-secrétaire à la mahakma de Marrakech, avec effet du 24 janvier 1941 :

1^o Une rente viagère s'élevant à la somme de 571 francs ;
2^o Trois pensions temporaires d'orphelins s'élevant à la somme globale de 342 francs.

Caisse marocaine des rentes viagères

Par arrêté viziriel en date du 20 mai 1941, sont concédées la rente viagère et l'allocation d'État annuelles ci-après :

Bénéficiaire : El Moznino Aaron.

Grade : ex-agent auxiliaire aux services municipaux de Mogador.

Nature : rente viagère et allocation d'État réversibles pour moitié sur la tête du conjoint.

Montant : 1.604 francs.

Effet : 1^{er} janvier 1941.

Par arrêté viziriel en date du 20 mai 1941, sont concédées la rente viagère et l'allocation d'État annuelles ci-après :

Bénéficiaire : M^{me} Rouquette, née Ferradou Renée-Juliette.

Grade : ex-dactylographe auxiliaire à la circonscription du contrôle civil de Meknès-banlieue.

Nature : rente viagère et allocation l'État non réversibles.

Montant : 4.567 francs.

Effet : 1^{er} février 1941.

Concession d'allocation spéciale

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Hoceïne ben Mohamed.

Grade : ex-chaouch du service des domaines.

Montant de l'allocation annuelle : 2.793 francs.

Effet : 1^{er} avril 1941.

Concession d'allocations exceptionnelles de réversion

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaires : El Aziza bent Sid Radi ben Driss Regragui et ses trois enfants mineurs : Hassania (7 ans), Zehor (5 ans), Latifa (1 mois), ayants droit de Ben Aïssa ben Taïbi, ex-mokhazeni, décédé le 27 septembre 1940.

Montant de l'allocation annuelle : 944 francs.

Effet : 28 septembre 1940.

Date de l'arrêté viziriel annulé : 10 août 1940.

Date du nouvel arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Fatma Assou bent Assou Kerrou, tutrice légale de l'enfant mineur Mohamed, né en 1930, ayant droit de Mohamed ben Bougrine, ex-cavalier des eaux et forêts, décédé le 13 mars 1939.

Montant de l'allocation annuelle : 587 francs.

Effet : 14 mars 1939.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Aïcha bent Kaddour, veuve de Lhassen ben Ali Demnali, ex-mokhazeni de 1^{re} classe au contrôle civil, décédé le 1^{er} janvier 1941.

Montant de l'allocation annuelle : 932 francs.

Effet : 1^{er} janvier 1941.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaires : Zahra bent Lahssen et ses deux enfants mineurs, Khadouje, née le 17 octobre 1927, et Mohamed, né le 18 avril 1930, ayants droit de Ahmed ben Aïssa, ex-cavalier des eaux et forêts, décédé le 14 juin 1940, titulaire de l'allocation n° 556.

Montant de l'allocation annuelle : 782 francs.

Effet : 15 juin 1940.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaires : Kentza bent Labbès et ses deux enfants mineurs, Saadia, née en 1938, et Mohamed ben Abdelkader, né le 11 février 1941, ayants droit de Abdelkader ben Allel Rehali, ex-sapeur-pompier aux services municipaux, décédé le 25 octobre 1940.

Montant de l'allocation annuelle : 823 francs.

Effet : 26 octobre 1940.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaires : KENZA bent Saïd Zineb el Yazghia et ses enfants mineurs, Abdallah, né présumé en 1931, et Lahcen, né présumé en 1933, ayants droit de Abdallah ben Mohamed, ex-cavalier des eaux et forêts, décédé le 8 novembre 1940.

Montant de l'allocation annuelle : 1.532 francs.

Effet : 9 novembre 1940.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaires : Mina bent Mohamed ben Saïd Elhassouni Eljedidia et l'enfant mineur Abdesslam, né présumé en 1932, ayants droit de Ali ben Hadj Ahmed, ex-cavalier des douanes, décédé le 5 décembre 1940, titulaire de l'allocation n° 754.

Montant de l'allocation annuelle : 1.297 francs.

Effet : 6 décembre 1940.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Mariam bent el Fedil Talbi, veuve de l'ex-infirmier de 2^e classe Abdelkader ben Hadj Blal, décédé le 30 mars 1939.

Montant de l'allocation annuelle : 786 francs.

Effet : 1^{er} avril 1939.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Jamou bent Ahmed, veuve de Lahssen ben Hamimou, ex-mokhazeni des affaires indigènes, décédé le 28 novembre 1940, titulaire de l'allocation n° 326.

Montant de l'allocation annuelle : 435 francs.

Effet : 1^{er} décembre 1940.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaires : El Ghalia bent Mohamed Chaoui et ses deux enfants mineurs, Abdeljellil (14 ans), Sidi Feth Allal (9 ans) ; d'autre part, El Aziza bent el Hadj Allal Bennani et ses trois enfants mineurs, Abdeltif (15 ans), Fatima (12 ans), Maria (9 ans), ayants droit de Abdelaziz el Alami, ex-maître infirmier, titulaire de l'allocation n° 498, décédé le 12 mai 1939.

Montant de l'allocation annuelle : 675 francs + 675 francs = 1.350 francs.

Effet : 13 mai 1939.

Concession d'allocations exceptionnelles

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Mohamed ben Abid

Grade : ex-chaouch de 2^e classe de la direction des affaires politiques.

Montant de l'allocation annuelle : 2.960 francs.

Effet : 1^{er} avril 1941.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Mohamed ben M'Bark.

Grade : ex-gardien de 1^{re} classe des douanes et régies.

Montant de l'allocation annuelle : 3.199 francs.

Effet : 1^{er} janvier 1941.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Mabrouk ben Mansour.

Grade : ex-chef de makhzen de contrôle civil.

Montant de l'allocation annuelle : 2.180 francs.

Effet : 1^{er} avril 1941.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Lhorma ben Sliman.

Grade : mokhazeni de 1^{re} classe de contrôle civil.

Montant de l'allocation annuelle : 1.912 francs.

Effet : 1^{er} mars 1941.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Rhamdam ben Salah.

Grade : ex-gardien de 1^{re} classe des services de sécurité publique.

Montant de l'allocation annuelle : 1.966 francs.

Effet : 23 mars 1941.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Boualem ben Houider.

Grade : chef de makhzen de contrôle civil.

Montant de l'allocation annuelle : 1.555 francs.

Effet : 1^{er} juin 1940.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Ahmed ben Hadj Dkissi.

Grade : ex-mokhazeni monté de 2^e classe de contrôle civil.

Montant de l'allocation annuelle : 1.159 francs.

Effet : 1^{er} janvier 1941.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Messaoud ben Seghir.

Grade : ex-gardien de 1^{re} classe de l'administration pénitentiaire.

Montant de l'allocation annuelle : 2.330 francs.

Effet : 1^{er} février 1941.

Date de l'arrêté viziriel : 20 mai 1941.

Bénéficiaire : Reguieg Isâad.

Grade : ex-chaouch de la direction de l'instruction publique.

Montant de l'allocation annuelle : 3.231 francs.

Effet : 1^{er} janvier 1941.

Honorariat

Par arrêté viziriel en date du 22 mai 1941, sont nommés :

Proviseur honoraire

M. Roby André, ancien proviseur du lycée Lyautey à Casablanca.

Professeur agrégé honoraire

M. Beaurieux Rémy, ancien professeur au lycée Gouraud à Rabat.

Professeur titulaire non agrégé honoraire

M^{me} Benausse Joséphine, ancien professeur au lycée de Fès ;
M. Dupré Raoul, ancien professeur au lycée Lyautey à Casablanca.

Professeur chargé de cours honoraire

M. Gangné Joseph, ancien professeur au lycée de garçons d'Oujda ;

M. Moncheaux Marcel, ancien professeur au lycée de garçons d'Oujda ;

M. Ben Smail, ancien professeur du lycée de garçons d'Oujda.

M^{me} Roget Mélina, ancien professeur au lycée Gouraud à Rabat ;

M. Millot Ernest, ancien professeur au lycée Gouraud à Rabat.

Économiste non licencié honoraire

M. Rouet André, ancien économiste au lycée Gouraud à Rabat.

Directrice déchargée de classe honoraire

M^{me} Valette Jeanne, ancienne directrice de la section ménagère des Orangers de Rabat.

Institutrice honoraire

M^{me} Gaillat Germaine, ancienne institutrice au lycée de jeunes filles de Casablanca ;

M^{me} Faure Clotilde, ancienne institutrice au lycée de jeunes filles de Casablanca ;

M^{me} Taillefer Anne, ancienne institutrice au lycée Gouraud à Rabat ;

M^{lle} Philibeaux Madeleine, ancienne institutrice au lycée de jeunes filles de Rabat ;

M^{me} Castex Marie, ancienne institutrice au collège Mers-Sultan de Casablanca.

Instituteur honoraire

M. Gayraud Ernest, ancien instituteur au lycée Lyautey de Casablanca ;

M. Merienne Félix, ancien instituteur à l'École industrielle et commerciale de Casablanca ;

M. Prisse d'Avennes Laurent, ancien instituteur au lycée de Tanger.

Contremaitre honoraire

M. Le Bris Yves, ancien contremaitre à l'École industrielle et commerciale de Casablanca.

Par arrêtés résidentiels en date du 16 mai 1941 :

MM. Carbonatto Guillaume, Couder Pierre et Gay Maurice, adjoints principaux de contrôle, admis à la retraite, sont nommés adjoints principaux de contrôle honoraires.

PARTIE NON OFFICIELLE**Avis de concours**

La date d'ouverture du concours prévu pour 8 emplois de rédacteur stagiaire de l'administration départementale en Algérie qui devait avoir lieu le jeudi 19 juin 1941 à Alger, Oran, Constantine, Tunis, Rabat, Lyon, Marseille, Toulouse, Ajaccio, est reportée au 3 juillet 1941.

Il est rappelé que les candidats pourront se procurer les conditions d'admission et le programme des épreuves au Gouvernement général de l'Algérie (cabinet du secrétaire général) ou à la Résidence générale de France à Rabat (service du personnel).

Les demandes d'admission établies sur papier timbré devront parvenir au Gouvernement général de l'Algérie au plus tard le 3 juin 1941.

*
* *
*

Avis de concours

Sont ouverts à la direction des services de sécurité publique, à Rabat :

1° Un concours pour six emplois de commissaire de police.

Dates des épreuves : 1^{er} et 2 août 1941.

2° Un concours professionnel réservé au personnel en fonctions dans les cadres du service de la police générale pour vingt emplois d'inspecteur-chef de police.

Dates des épreuves : 8 et 9 août 1941.

3° Un concours pour vingt emplois de secrétaire adjoint de police.

Dates des épreuves : 22 et 23 août 1941.

4° Un concours pour dix emplois de secrétaire-interprète de police, réservé aux sujets marocains musulmans.

Dates des épreuves : 1^{er} et 2 août 1941.

Le nombre des places mises au concours pourra être augmenté si les nécessités du recrutement venaient à l'imposer. Il en serait donné avis préalable par la voie du *Bulletin officiel*.

Les demandes des candidats devront parvenir à la direction des services de sécurité publique (service du personnel) à Rabat :

Le 1^{er} juillet au plus tard pour le concours de commissaire de police ;

Le 8 juillet au plus tard pour le concours d'inspecteur-chef ;

Le 23 juillet au plus tard pour le concours de secrétaire adjoint ;

Le 1^{er} juillet au plus tard pour le concours de secrétaire-interprète de police, dates de clôture des listes d'inscription.

Les conditions et le programme de ces concours sont fixés par l'arrêté du directeur des services de sécurité publique en date du 30 juin 1937 (*Bulletin officiel* n° 1288 bis), modifié par l'arrêté du 31 décembre 1937 (*Bulletin officiel* n° 1315) et par l'arrêté du 1^{er} mars 1941 (*Bulletin officiel* n° 1482).

Tous renseignements complémentaires pourront être demandés à la direction des services de sécurité publique, service de la police générale, Rabat.

DIRECTION DES FINANCES**Service des perceptions***Avis de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs*

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 29 MAI 1941. — *Patentes et taxe d'habitation 1941* : Casablanca-nord, 8^e émission 1939.

LE 3 JUIN 1941. — *Patentes et taxe d'habitation 1941* : Mazagan, 6^e émission 1940.

Taxe additionnelle à la taxe urbaine 1941 : Port-Lyautey.

LE 16 JUIN 1941. — *Patentes 1941* : Meknès-médina, articles 7.001 à 8.282 ; Casablanca-sud, articles 62.001 à 62.408 ; Salé, articles 3.001 à 3.301 ; Casablanca-ouest, articles 13.001 à 13.563 ; Oujda, articles 1.501 à 2.623.

Taxe d'habitation 1941 : Salé, articles 1.001 à 2.490.

Taxe urbaine 1941 : Rabat-nord, articles 1^{er} à 2.568, 4.001 à 4.073 et 4.501 à 4.576 ; Rabat-nord, 2^e émission 1939 et 2^e émission 1940 ; Salé, articles 1^{er} à 2.647 ; Casablanca-nord, articles 16.001 à 16.323 ; Casablanca-sud, articles 50.001 à 51.940 et 71.630 à 73.393.

Le directeur adjoint des régies financières,
R. PICTON.

TRAVAILLEZ POUR VOUS ET POUR VOTRE PAYS !

Vos économies vous rapporteront
un bel intérêt, payé d'avance
si vous les placez en Bons du Trésor.

En outre

**Vous pourrez disposer de votre argent
à tout moment**

car les Bons du Trésor peuvent être escomptés ou vendus
à des conditions qui garantissent votre prix d'achat.

**Aidez à reconstruire la France, à donner à tous du
travail, tout en sauvegardant vos intérêts personnels**

SOUSCRIVEZ AUX

BONS DU TRÉSOR